NUMERO BIMENSUEL
NOUVEL HEBDO EN MARS 1990

ISSN 0026-9433

T 2137 - 771 - 10,00 F
3792137010003 07710

le monde libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N° 771 JEUDI 4 JANVIER 1990 10,00 F

ROUMANIE
LE TYRAN EST MORT
MAIS LE POUVOIR BOUGE ENCORE

PANAMA

RAMBO A BANANA CITY

Page 9

N° 771 JEUDI 4 JANVIER

communiqués

• RHONE-ALPES :

L'Union régionale Rhône-Alpes, souhaitant aider à l'équipement en matériel d'imprimerie nos camarades anarchistes polonais de MA, lance aux lecteurs du *Monde libertaire* un appel à la solidarité financière. Les chèques sont à libeller au nom de l'association « Contre-Courants » et à envoyer à l'adresse suivante : « Contre-courants », La Ladrière, Saint-Alban de Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

• LYON :

Le groupe Galina-Makhno de Lyon rappelle qu'il tient ses permanences les premier et troisième lundis du mois, de 19 h à 21 h, au CEP, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon.
On peut également le contacter en écrivant à : FA, BP 2041, 69603 Villeurbanne cedex.

• LYON :

Le groupe Galina-Makhno de Lyon publie un dossier de presse sur les pays de l'Est, disponible au prix de 15 F (frais de port inclus) en écrivant à : FA, BP 2041, 69603 Villeurbanne cedex.

• MARSEILLE :

Le groupe Ascaso-Durruti de Marseille vous informe que, lors de ses permanences le samedi de 14 h à 17 h au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro : Cinq-Avenues, Longchamp ou Réformés, Cannebière), il se tient à votre disposition pour discuter, débattre des problèmes de notre société, comparer vos idées avec la pensée anarchiste... En outre, nous disposons d'une bibliothèque de prêts (quatre mille livres et brochures environ), dépôt-vente de plusieurs publications de langues française et étrangère, vente du *Monde libertaire*.

communiqués

• BORDEAUX :

Le groupe Emma-Goldman de la Fédération anarchiste organise une rencontre-débat avec un militant du SMOT autour des événements qui secouent actuellement l'URSS et les pays de l'Est. Le samedi 6 janvier 1990 à 20 h, au local du groupe : 7, rue du Muguet, à Bordeaux.

• LILLE :

Le groupe Benoît-Broutchoux organise des permanences le mardi de 19 h à 20 h et le samedi de 15 h à 19 h au Centre culturel libertaire de Lille, 1/2, rue Denis du Péage, M° Fives, tél. : 20.47.62.65 (répondeur en cas d'absence). La Voix sans Maître émet tous les vendredis de 20 h 30 à 22 h, sur Campus (91.4).

• AMIENS :

Le groupe Germinal vend le *Monde libertaire* devant les Nouvelles Galeries tous les samedis après-midi à partir de 15 h et quelquefois le vendredi après-midi.

• LE MANS :

Au Mans, l'association Sarthe libertaire regroupe les militants de la CNT, de la CLEA et de la FA. Depuis peu, la Fédération anarchiste reprend des activités régulières grâce à l'apport de nouveaux militants et sympathisants. Pour nous contacter, écrivez aux Relations intérieures ou à Fédération anarchiste, c/o Sarthe libertaire, Maison des Associations, 4, rue de l'Arcole, 72000 Le Mans.

• LILLE :

Alexandre Tchoukaïev, représentant du SMOT (syndicaliste d'URSS) sera présent au Centre culturel libertaire « Benoît-Broutchoux » samedi 20 janvier de 15 h à 19 h. De passage en France, il répondra à vos questions sur la KAS (confédération anarcho-syndicaliste créée en URSS au mois de mai) et apportera son témoignage sur la perestroïka. Un rendez-vous à ne pas manquer et une adresse : 1/2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille, M° Fives, tél : 20.47.62.65.

• LILLE :

Voici le programme des prochaines émissions de la Voix sans Maître, réalisées par le groupe Benoît-Broutchoux, tous les vendredis, de 20 h 30 à 22 h sur Campus (91.4) :
5 janvier : bilan des luttes de l'année ; 12 janvier : le contre-sommet économique de Paris ; 19 janvier : le secrétaire confédéral de la CNT française ; 26 janvier : émission féministe ; 2 février : compte rendu de la conférence d'Alexandre Tchoukaïev ; 9 février : la Palestine.

• POITIERS :

Organisé par *Svoboda,* un débat aura lieu le 4 janvier 1990 à 20 h 30, à la salle Léon-Jouhaux, maison du Peuple, Poitiers, avec Alexandre Tchoukaïev, représentant d'un syndicat libre russe : le SMOT, sur les évolutions actuelles en URSS et dans les autres pays de l'Est.

• POITIERS :

Le groupe Berkman et ses sympathisants vous informent qu'ils tiennent une table de presse le mardi entre 11 h 30 et 13 h, dans le hall du restaurant universitaire Rabelais, sur le campus de l'université de Poitiers.

• ANIZY-LE-CHATEAU :

Le groupe d'Anizy-le-Chateau (Aisne) prend le nom de groupe Pierre-Kropotkine. Adresse : athénée libertaire, 02000 Merlieux, tél. : 23.80.17.09.

• ASNIERES :

Pendant la période bi-mensuelle du *Monde libertaire,* le groupe Malatesta vend celui-ci alternativement en deux endroits :
• A Asnières les dimanches 24/12 ; 7/1/90 ; 21/1/90, 4/2/90 au marché de la mairie ;
• A Nanterre les dimanches 31/12 ; 14/1/90 ; 28/1/90, au marché du centre.
Il est donc possible d'y rencontrer ses militants entre 10 h 30 et 12 h 30.

• PARIS :

Le groupe Flores-Magon tient une table de presse le jeudi de 11 h à 14 h, à la faculté de Tolbiac.

Permanence du secrétariat aux Relations intérieures de la F.A. :
le samedi de 15 h à 17 h
145, rue Amelot - 75011 Paris (m° République)
Tél. : (16.1) 48.05.34.08.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19e
Dépôt légal 44 149 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Amis lecteurs

Si nos abonnés ont pu lire *le Monde libertaire* n° 770, à la date prévue, ce n'est pas le cas des personnes achetant leur numéro en kiosque. En effet, notre journal est parvenu aux dépositaires NMPP avec un retard d'une semaine, dû à la grève des centres de messageries et à la période des fêtes de Noël. Certes, avec notre situation financière précaire, nous n'avions pas besoin qu'un contretemps influe à la baisse le chiffre de nos ventes ; mais cela ne nous autorise pas pour autant à juger inacceptables les revendications des travailleurs des centres NMPP. Espérons du moins que des lecteurs seront incités à s'abonner.

En agissant ainsi, non seulement ils économiseraient 160 francs par an, mais de plus cela réduirait nos frais de distribution tout en nous assurant une rentrée régulière. Une autre façon de soutenir *le Monde libertaire,* c'est de commander des livres à la librairie Publico dont un catalogue partiel a paru dans notre dernier numéro. Grâce aux souscriptions et aux virements automatiques de nos lecteurs, qui ont atteint en trois mois la somme de 30 000 francs, nous sommes sur la bonne voie pour que notre journal reparaisse hebdomadairement. Mais pour cela nos efforts ne doivent pas faiblir : rappelons que notre objectif est de recueillir 140 000 francs pour la nouvelle formule du *Monde libertaire.*

Nous nous heurtons aussi à des difficultés techniques que les contraintes financières et de temps ne font qu'amplifier. En effet, réussir à assurer sans heurt des modifications de fabrication telles que celles entreprises, en moins de quatre mois, relève de la gageure. Bien des journaux, ayant une autre assise que la nôtre, connaissent de telles difficultés et ne les franchissent qu'après de longs mois de labeur et grâce à des équipes de professionnels se consacrant exclusivement à cette tâche. Ce qui n'est pas, hélas ! notre cas. Aussi maintenir la parution de la nouvelle formule pour le 1er février 1990 nous apparaît aujourd'hui comme un pari insensé qui ne pourrait être tenu qu'en sacrifiant une partie de nos objectifs et la qualité de la réalisation.

La vie de notre organe de presse nous tient trop à cœur pour risquer de la mettre en péril par une précipitation qui ne nous permettrait pas de mener à bien la formation du permanent à ce nouvel outil de travail, la confection d'une maquette différente, l'aménagement dans d'autres locaux, la réalisation d'une campagne pour préparer la sortie de cette nouvelle formule dans les meilleures conditions...

Nous avons toujours partagé avec ceux qui nous font confiance les difficultés que nous rencontrons. C'est pour cela, entre autres, que vous nous êtes fidèles et avez toujours su nous épauler dans ces moments-là. Vous savez également que nous tenons nos engagements : l'acquisition et l'aménagement de la librairie Publico, l'existence de Radio-Libertaire en sont les meilleures preuves. Ensemble, nous franchirons ce nouveau cap qui permettra au *Monde libertaire* de retrouver un équilibre financier. Si notre rendez-vous est repoussé, ce n'est certes pas aux calendes grecques, mais au mois de mars. Un mois de plus pour être prêt et peaufiner notre projet.

Les administrateurs

Souscription pour la nouvelle formule du « Monde libertaire »

BARTHELEMY D. : 60 F - LECLERC P. : 100 F - MARTI A. : 100 F - LELIEVRE Y. : 100 F - MASSAGUER B. : 710 F - MEZURE S. : 705 F - JAUNAY N. : 200 F - PELLETIER P. : 60 F - PIERMARIOLI R. : 60 F - ANONYME : 358 F - FERREIRA M. : 210 F - RIGAL F. : 200 F - TREMUIDIC P. : 50 F - MARTIN C. : 200 F - GIRAUD : 3 000 F - BERG Y. : 100 F - FRANÇOIS J. : 100 F - WAPPLER B. : 710 F - TOUREILLES R. : 26 F - GR. DE RENNES : 1 000 F - BICHON R. : 50 F - GILLET A. : 100 F - LEDUCQ D. : 60 F.

Total des souscriptions : 8 219 F.

CABANETTES 1. : 100 F - SANCHEZ M. : 50 F - ATZORI P. : 50 F - GR. BERNERI : 150 F - BOUEY P. : 80 F - CORNIC J. : 10 F - COSTES D. : 50 F - ESCOUBET G. : 50 F - FERNANDEZ L. : 50 F - GIRAUD-CHAVIGNER : 300 F - GR. DE ROUEN : 50 F - MILLOT G. : 20 F - ETCHEGOREN : 100 F - PIVERT G. : 25 F - MAGLIONE L. : 200 F - MAYER G. : 50 F - RETOU J.-F. : 100 F - CORDELET D. : 30 F - SAINTIER J. : 75 F - GR. SEVRAN-BONDY : 100 F - GR. SACCO-VANZETTI : 100 F - GR. PIERRE-BESNARD : 150 F - PEYRAUT Y. : 100 F.

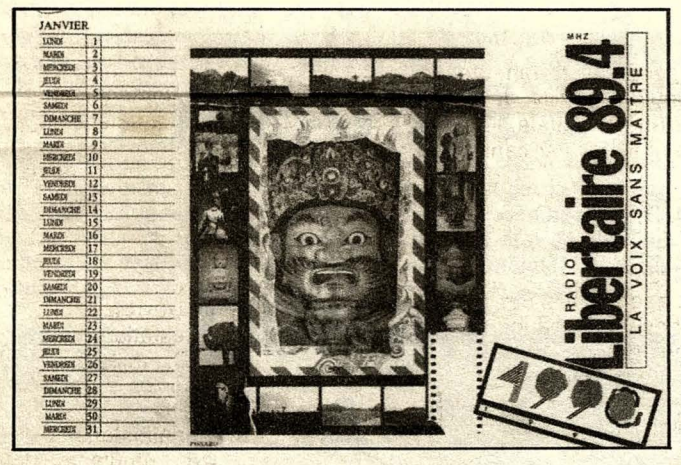
Total des virements automatiques - décembre 89 (moins les frais) : 2 140 F.

SOUSCRIPTION « NOUVELLE FORMULE DU MONDE LIBERTAIRE » (depuis octobre) :
Total : 19 444 F + 8 219 F + 2 000 F = 29 663 F.

éditions

LE CALENDRIER EN SOUTIEN A RADIO-LIBERTAIRE :

Il est disponible au prix de 35 F, à la Librairie du Monde libertaire.



Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement de soutien ☐
Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Autre ☐

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

N° 771 JEUDI 4 JANVIER

ROUMANIE

Ciao... Cescu !

UNE fois de plus, des événements essentiels dans la vie d'un peuple se déroulent sans qu'aucun spécialiste, politologue et autre carpatologue, ne l'ait prévu ! Où donc la population de ce pays, congelée dans la terreur, la soumission et la résignation a-t-elle

trouvé les forces pour rejeter cette chappe de plomb ?

Et pourtant, le pouvoir, avec l'arme de la peur, avait bien cru transformer des hommes en « zombies »...

Avertissement à tous les conducators, tyrans, ayatollahs, führers, guides, petits pères des peuples..., l'individu ne renonce jamais définitivement à sa liberté et à sa révolte !

Y a-t-il un communiste dans le salle ?

Qu'est-ce qui a réellement changé aujourd'hui (1) ?

Bien sûr, nul (2) ne peut plus ignorer les réalités hideuses de ces régimes dits « communistes ». Cela ne fait guère que quelques dizaines d'années de retard consacrées par certains à l'ignorance feinte, au mensonge servile voire au soutien « critique »...

Certes conducator et conducatora, « en vertu » de lois, qu'ils ont eux-mêmes édictées, ont été fusillés après une parodie de procès, orchestrée par des juges militaires d'autant plus implacables que, quelques jours avant, ils étaient leurs fidèles exécutants ! Mieux valait éviter un long procès public dont les bavures et les éclaboussures risquaient de ternir les vestes prestement retournées de complices toujours engagés dans la course au nouveau pouvoir.

Car enfin, Ceaucescu ne gouvernait pas seul ! Dans ce pays de vingt-deux millions d'habitants, le parti communiste comprend 3,7 millions de membres (un tiers de la population) ! Que sont devenus ces fidèles du régime, ces privilégiés ?

La Sécurité, cette garde prétorienne d'autant plus inféodée à Ceaucescu qu'elle est issue de couches sociales déclassées (paysans ruinés, marginaux...), a été matée. Mais que sont devenus son million de collaborateurs, ses trois millions d'informateurs ? (3).

L'armée, qui n'avait montré jusque là aucune velléité de contestation, a su habilement se débarrasser d'un dictateur encombrant en améliorant son image de marque kaki. Même s'il y a eu au départ des fraternisations spontanées avec des conscrits, l'état-major a habilement dosé sa présence au côté de la population, n'engageant pas toutes ses forces (armée de l'air, unités de chars tenus en réserve...). Dans de nombreuses villes, la Sécurité et l'armée sont restées sagement dans leurs casernes respectives. Sans doute pas mécontente de voir massacrer les éléments les plus remuants des révoltés, elle s'empresse de récolter les armes des civils, sous peine d'être considérée comme « terroriste » ! Quant à la Sécurité, elle n'est pas supprimée, mais seulement rattachée au ministère des Armées !

Les lucarnes roumaines sont vraiment étranges car bien sûr le choc des images a été important en montrant les horreurs de la répression (4), l'héroïsme de la population, la sagesse et la « modération » de ce comité dirigeant auto-proclamé...

Mais que penser du grand « meneur de jeu » de la télévision soudain libre, Victor Ionesco, présentateur et chef des informations, avec le zèle que l'on imagine depuis dix-sept ans ?

Que penser de ces directeurs, ces techniciens, ces journalistes ivres de liberté après avoir encensé Ceaucescu et propagé ses mensonges ?

Comment appréhender ce Comité du front de salut national composé essentiellement de communistes ou ex-communistes, comprenant deux généraux, plusieurs représentants

de la bourgeoisie libérale et riche de Bucarest ralliée au communisme dans les années 50 pour mieux défendre ses intérêts, éloignant de sa direction la dissidente Doïna Cornea, la poétesse Ana Blandeana, le poète Mircea Dinescu ?

Bravo à la suppression des lois sur la répression de l'avortement, sur la destruction des villages, sur le prélèvement sur les salaires pour le développement de l'entreprise..., mais dans le même temps sont institués des tribunaux militaires d'exception !

Poètes, salauds et braves types

Décidément, de la trappe du drapeau roumain, par laquelle ont disparu marteau et faucille, peuvent surgir bien des surprises !

Comment ne pas être saisi par le geste du poète Mircea Pinescu, agitant rageusement un rouleau hygiénique qu'il dédie à tous les ralliés de la dernière minute, les champions du retournement de veste *« pour qu'ils essuient leur bouche avant de parler... »*

Langues et têtes de bois sévissent toujours, d'anciens collabos éloignés à un moment ou un autre par Ceaucescu s'agitent pour obtenir de hautes fonctions...

Le peuple est-il réellement armé pour déjouer toutes ces manœuvres ? A-t-il pu maintenir des valeurs de solidarité, résister à l'atomisation des individus ?

Si les révoltes ouvrières se sont maintenues, elles se sont espacées :

— 77 : action de 35 000 mineurs de la Vallée de Jin, réprimée par des déportations, des rétrogradations, des disparitions ;

— 79 : création du SLOMR (syndicat libre) dont les leaders sont emprisonnés ou disparaissent (Vasil Paraschiv, Virgil Chender) ;

— 81-82 : attentats contre des membres du Parti. Accueil de Ceaucescu à coup de pierres par les mineurs de Motru ;

— 87 : émeutes à Brasov.

Un comité provisoire des syndicats libres vient d'être créé ; aura-t-il la volonté et la force d'organiser une offensive ouvrière ?

De nombreux jeunes souhaitent une évolution radicale. Pèseront-ils sur les événements en cours ?

« Le plus grand danger qui plane est que les salauds deviennent maintenant de braves types », dit encore le poète...

Serge

(1) « Je pense que l'équipe qui est maintenant au pouvoir, c'est la même qu'avat, moins Ceaucescu » (Virghil Gherghin, auteur de La Vingt-cinquième Heure.

(2) « Les dizaines de milliers de morts roumains viennent s'ajouter aux milliers de victimes de Staline et de son système. Pour bien des hommes et des femmes, la cause du communisme se trouve définitivement discréditée. Personne n'a le droit d'esquiver ses responsabilités » (Alain Krivine !)

(3) Chaque habitant était suivi par un livret personnel consignant tous ses actes, renseigné par plusieurs témoins.

(4) Cependant le ministre roumain de la Santé afirme avoir recensé 766 morts dans les hôpitaux, ce qui est loin des 6 000 évoqués par les juges militaires de Ceaucescu.

EDITORIAL

L'ANNÉE 1989 a été riche en événements. De la Chine aux pays de l'Est, elle a marqué la fin d'une tragique illusion : le communisme d'Etat.

Beaucoup à l'Ouest ont profité de l'occasion pour affirmer qu'elle annonçait une autre fin, celle de l'ère des révolutions. Ainsi, pour eux, le bicentenaire de la révolution bourgeoise française incarnerait cet achèvement. Deux cents ans après, il n'y aurait plus de révolutions à faire. Nous serions dans le meilleur des mondes possible. Juste encore un effort, camarades de l'Est, pour être vraiment sociaux-démocrates, et tout ira pour le mieux. C'est en bonne voie ! Walésa, Havel, la démocratie chrétienne fait son chemin (de croix) !

Comme nous ici, les patrons pourront enfin licencier publiquement, réprimer démocratiquement, quantifier précisément, chômeurs et autres. Les Etats pourront verser miséricordieusement un Revenu de Misère Minimum, le R.M.Mi. Le droit syndical pourra assurément être reconnu, sauf quand il dérange. SUD, CRC, CNT, les syndicats libres de l'Ouest, auront tout intérêt à se solidariser avec le SMOT et d'autres à l'Est (cela c'est pour le rappeler en passant).

Sinon, à l'Est comme à l'Ouest, nous aurons nos « immigrés » qu'il faudra « intégrer » ou « renvoyer », cela aussi dépendra des pouvoirs en place ! Y a-t-il un Le Pen à l'Est ? De toute façon, la chasse continuera !

Les niches à cons remplaceront les clapiers à lapins (ça, c'est pour le logement !), les milices la Securitate (ça c'est pour se rassurer !).

Enfin, et pour résumer, les révolutions, c'est fini, vive le capitalisme d'Etat à la sauce sociale...

A moins que... un « grain de sable » venu de l'Est, du Tiers-Monde ou d'ici, vienne bousculer ce scénario et que le spectre d'une autre révolution, celle des opprimés et des sans-grades, hante à nouveau cette nouvelle année, cette nouvelle décennie, la dernière avant l'an 2000.

Chronologie de l'insurrection roumaine

• NOVEMBRE 1987 :
Grève générale et émeutes à Brasov, deuxième ville du pays. La répression est brutale, les exécutions se chiffrent par centaines.

• 2 NOVEMBRE 1989 :
Lazlo Tockes, pasteur protestant de la minorité hongroise vivant en Transylvanie est agressé par quatre agents de la Securitate. Ses prêches anti-Ceaucescu lui valent une grande notoriété à Timisoara. La population organise spontanément une garde autour de son domicile.

• 20 NOVEMBRE 1989 :
Début du 14e congrès du Parti communiste roumain. Le dictateur rouge est réélu à l'unanimité secrétaire du PCR le 24 novembre.

• SAMEDI 16 DECEMBRE 1989 :
La désormais célèbre police politique, la Sécuritate, vient arrêter chez lui Lazlo Tockes. Une manifestation de cinq mille personnes se forme immédiatement et s'oppose physiquement à la déportation du pasteur. La Securitate et l'armée chargent la population à la baïonnette. Des blindés et des hélicoptères répriment la foule.

• DIMANCHE 17 DECEMBRE :
Emeute de protestation au centre de Timisoara. Dix mille personnes mettent à sac les bâtiments officiels, le siège PC.

Nombreuses manifestations en Transylvanie. Les étudiants de Bucarest se solidarisent avec les manifestants de Timisoara. La répression sauvage de ce dimanche 17 décembre fait plusieurs centaines de victimes, mais n'arrive pas à entamer la résistance. Tout au contraire...

(suite page 4)

Communiqué Solidarité Roumanie

LA Fédération anarchiste et Radio-Libertaire tiennent, avec le soutien de leurs sympathisants et auditeurs, à apporter leur aide et témoigne de sympathie à l'œuvre de libération entreprise par le peuple roumain.

Tenant compte des dernières évolutions de la situation en Roumanie, nous avons décidé d'axer notre campagne de solidarité sur le collectage de matériel et d'équipements propres à fournir aux Roumains des moyens d'établir et de renforcer leurs propres structures d'entraide et de défense. Matériel d'édition, photocopieuses, machines à écrire, appareils photographiques, émetteurs radio, encre, papier, pellicules photo doivent être apportés au siège de Radio-Libertaire. Vos dons en argent sont aussi importants et seront utilisés à l'achat de ce type de matériel. Les denrées diverses et médicaments déjà collectés seront également convoyés.

Cette campagne est suivie par l'ensemble des groupes de la Fédération anarchiste sur le territoire français et fait donc l'objet d'une mobilisation importante.

La date de convoyage est fixée à la mi-janvier et fera l'objet sur place de reportages qui vous seront présentés dans les colonnes du *Monde libertaire* et sur Radio-Libertaire.

Pour tout contact : téléphonez au 48 05 34 08.

Pour tous vos dons : librairie Publico, 145, rue Amelot, Paris-11e (ouvert du lundi au samedi de 10 h à 19 h 30).

Vos chèques sont à libeller à l'ordre de DMC mention « Solidarité Roumanie ».

FEDERATION ANARCHISTE

N° 771 JEUDI 4 JANVIER

Chronologie de l'insurrection roumaine

(suite)

• MARDI 19 DECEMBRE :

Ceaucescu est en Iran, en visite officielle. A Timisoara, la grève générale tourne à l'insurrection. Les ouvriers occupent les usines, les manifestants contrôlent le centre ville. L'ensemble des bâtiments officiels est investi par la population. Mardi 19, c'est la commune de Timisoara. Une nouvelle administration locale est mise en place. Un comité de dix personnes remplace l'ancien conseil municipal aux ordres.

• MERCREDI 20 DECEMBRE :

L'état d'urgence est décrété par Ceaucescu dès son retour de Téhéran dans le département de Timis. Le vieux gangster communiste sent la situation lui échapper. Dans tout le pays, la révolte gronde : à Cluj, Oradea, Brasov, Arad, Sibiu, le peuple sort dans la rue. La peur perd de plus en plus de terrain au pays de la police omniprésente. Même Constanta, au bord de la mer Noire, est le théâtre de violentes manifestations.

Le drapeau noir flotte sur le parlement de Budapest, en signe de deuil pour la répression sanglante de l'insurrection de Timisoara. Le premier ministre hongrois déclare : *« c'est le début d'une insurrection populaire (...). Dans un autre pays de l'Est, ce soulèvement serait annonciateur de la chute du régime en l'espace de quelques jours (...) ».*

Réprobation diplomatique dans de nombreux pays, contre la répression à Timisoara. L'URSS reste prudente. La Chine, Cuba et le Nicaragua : silence. Aucun ambassadeur n'est rappelé de Bucarest (sauf l'Autrichien).

• JEUDI 21 DECEMBRE :

A Bucarest, Ceaucescu convoque ses fidèles à une grande réunion à sa gloire et fustige les *« hooligans fascistes à la solde de l'étranger ».* La foule se retourne contre lui. La troupe tire, les blindés interviennent. Bucarest devient Timisoara. A Timisoara, la grève générale tient toujours.

• VENDREDI 22 DECEMBRE :

Nombreux affrontements dans toutes les villes de Roumanie. L'armée n'arrive pas à contenir la population, malgré l'état d'urgence proclamé sur tout le territoire. La troupe fraternise avec les manifestants. A Bucarest, la foule armée se dirige vers le palais présidentiel.

Prise de la télévision romaine par les manifestants. Le dictateur est en fuite. Un Front de salut national s'autoproclame nouvelle autorité politique. L'armée lui est acquise d'entrée de jeu.

• DU VENDREDI 22 AU LUNDI 25 :

Bucarest ressemble à Barcelone, en juillet 1936. (A la différence de Bucarest, à Barcelone, les civils armés durent s'opposer à la troupe et les drapeaux étaient d'une autre couleur...).

Le peuple et l'armée ralliée à la révolution démocratique s'opposent aux assassins de la Securitate, toujours fidèles à Ceaucescu. Pendant ces trois jours, plusieurs milliers de personnes sont tuées. Malgré les risques, la population occupe la rue. La télévision filme et retransmet les images en direct. Vendredi 22, Ceaucescu a été arrêté avec sa femme. Après un simulacre de procès dans la droite ligne stalinienne, ils seront exécutés lundi 25 décembre.

• LUNDI 25 DECEMBRE :

Le gouvernement provisoire demande à la population de rendre les armes. La situation militaire est incertaine. Les armes ne sont pas rendues.

L'exécution de Ceaucescu est annoncée publiquement.

• MARDI 26 DECEMBRE :

Le calme revient en Roumanie. L'armée et la population tiennent la rue.

Dans la rue, les langues se délient. Les Roumains contestent la façon dont ont été jugés et exécutés les dictateurs communistes. Usines, facultés, administrations connaissent une grande effervescence.

• MERCREDI 27 DECEMBRE :

La Securitate est vaincue. Les nouveaux dirigeants roumains parlent de pluralisme, mais se refusent à reconnaître les premiers partis qui demandent à l'être (sociaux-démocrates, paysan, démocrate, national paysan, monarchistes...).

• 28 ET 29 DECEMBRE :

La Roumanie ne s'appelle officiellement plus république socialiste, mais simplement Roumanie. Le Front de salut national, fortement influencé par les dissidents communistes pro-gorbatcheviens, tente de prendre le contrôle des nouvelles institutions.

Le peuple roumain n'est toujours pas désarmé, et il vient de se débarrasser du communisme étatique en ne comptant que sur lui-même.

En cette fin de XX^e^ siècle, où l'on a tendance à enterrer un peu vite l'ère des révolutions, l'exemple est à méditer. Une semaine d'action sera venue à bout de quarante années de patience...

José

Année 1989 : panique sur les terres du marxisme léninisme

Signe des temps

Il aura fallu plusieurs décennies pour que les massacres de Lénine et Trotsky à Kronstadt et contre la Makhnovtchina soient du domaine public (hors des cercles restreints des appareils communistes et syndicaux). L'année 89 aura vu nos médias, véhicules d'histoire vendable, couvrir l'ensemble des soubresauts qui bouleversent les pays que le partage de Yalta avait vendus au fascisme rouge.

Les bouleversements en cours à l'Est ne sont pas homogènes, les réactions des dirigeants-dictateurs, celles de l'armée et de la police, les poussées populaires ont (chacune de leur côté et dans leur domaine d'intervention) été partout différentes.

Pourtant, au départ, avec des nuances bien sûr, les causes des bouleversements étaient les mêmes : faillite économique, Etat totalitaire, voire « fasciste » rouge, arrogance et privilèges économiques du parti, de l'armée et de la police.

La majorité du peuple, les sans-grades et sans rôles, les exploités, vivent depuis 45 la tête et l'estomac coincés dans l'étau du goulag marxiste-léniniste.

L'histoire devra apprendre à nos enfants l'horreur du quotidien, de la faim, des persécutions, des déportations et des assassinats commis dans les pays du « bolchévisme réel ». Comme elle devra leur montrer qu'Honecker avait à son service 22 gardes-chasse particuliers (et combien de femmes de chambre ?) et que la fille de Ceaucescu pesait la bouffe de son chien — certainement meilleure que celle de ses voisins — sur une balance en or. Anecdotes peut-être, mais prouvant que les dignitaires du communisme d'Etat n'avaient rien à envier à ceux de l'Oncle Sam.

Pologne

Le syndicat « Solidarnösc », malgré le désaccord de pans entiers de l'organisation, partage le pouvoir avec le Parti et l'Eglise. Ici, l'armée n'a pas bougé. Un néo-capitalisme sauvage se met en place sur certains secteurs économiques. Coup de cœur quand même : un mouvement libertaire se cherche et s'ébauche.

Allemagne de l'Est

On fait le mur et pas la guerre. Le parti se saborde, remet une équipe neuve aux commandes et promet des élections « démocratiques ». Ici aussi l'armée n'a pas tiré non plus, sous les pressions de Gorbatchev. Ici peu de forces syndicales indépendantes, mais beaucoup de mouvements dans les sacristies. La ruée vers Berlin ouest, vitrine de la « liberté » de la marchandise, s'accompagne de poussées nationalistes autour de la réunification de l'Allemagne.

Tchécoslovaquie, Hongrie Bulgarie

Avec des nuances, dans ces trois pays, le parti se réforme lui-même de l'intérieur et promet des élections libres. Les syndicats « non officiels » ne sont pas autorisés.

URSS

La Perestroïka continue, Gorbatchev, quand il ne donne pas dans l'accolade à Bush, essaie de gagner du temps sur tous les fronts. Pendant ce temps, les syndicats « libres » s'organisent malgré la répression : deux morts pendant les grèves des mineurs. Les nationalismes et les intégrismes religieux montent en flèche, retours de bâton logiques d'une « culture de parti » unique et totalitaire.

Roumanie

Voir articles dans ce *Monde libertaire.*

Difficile, fin décembre 89, d'appréhender les mutations qui vont se poursuivre dans les pays où le goulag se fissure. Une seule certitude idéologique : le marxisme-léninisme a presque les deux pieds dans la tombe, y compris en Europe occidentale où les derniers staliniens tels les apparatchiks du PCF, qui ne sont même pas capables de suivre l'air du temps vers l'eurocommunisme, gauche de la social-démocratie. Pour notre part, gageons (ou espérons) que le turbulent petit frère du marxisme-léninisme, le trotskysme, sera entraîné dans la chute. Ils n'auront pas non plus nos condoléances.

Le système libéral capitaliste, géré à droite comme à gauche, de Thatcher à Mitterrand, s'en trouve renforcé idéologiquement. 89, année des « droits de l'homme », est aussi celle de l'idéologie libérale montante.

Reste un continent qui continue sur la lancée du « marxisme-léninisme » et qui oscille entre la répression de Tien An Men et l'intégration aux circuits capitalistes mondiaux : la Chine.

Le soutien des libertaires, avec ses faibles moyens, doit concentrer ses forces sur l'aide aux syndicats « libres » ou clandestins non vérolés par les libéraux et les cléricaux, et aux associations luttant pour la dignité humaine, qui ne confondent pas « droits de l'homme » et « liberté du renard libre dans le poulailler libre ».

Alain CRAPAUD

AMSTERDAM

Les anarchistes se rencontrent

UN grand festival alternatif avait été organisé cet été en Hollande. La plupart des groupes actifs en Europe devaient s'y retrouver. Parmi ces groupes se trouvaient beaucoup d'anarchistes. Une initiative intéressante, d'autant plus qu'elle lance des jalons pour le futur, à partir de la question de l'Europe de 1992.

N. de R.

La présence anarchiste au festival a été en vérité assez importante, comparée aux autres tendances politiques. Entre 35 et 40 groupes venant de plus de trente ville étaient représentés.

Des groupes et des individus sont venus de Belgique, Pays-Bas, Angleterre, Ecosse, Irlande, Danemark, Suède, Norvège, RFA, Suisse, Espagne, Pays Basque, Pologne, Yougoslavie, Lituanie, Etats-Unis, France.

Des rassemblements informels furent organisés vendredi et samedi après-midi. Lors des deux réunions, tout le monde a parlé brièvement (d'où ils venaient et dans quelle sorte d'activités ils étaient engagés). Très rapidement certains thèmes de discussions sont apparus. Il s'agissait de la réponse anarchiste à 1992, les façons d'améliorer la communication et le réseau parmi les groupes anarchistes ; l'idée d'un rassemblement anarchiste intercontinental en Europe, en 1992 ou avant, et un compte rendu sur le rassemblement anarchiste nord-américain.

Un projet concret pour rassembler, publier les articles venant de différents groupes anarchistes autour du thème de 1992 a été développé et est actuellement suivi.

Chaque groupe présent recevra une liste d'adresses des groupes présents. Ils utiliseront ensuite le matériel déjà existant et ils écriront quelque chose sur la façon dont 1992 en Europe affectera chaque pays particulier et sur ce que la réponse anarchiste devrait être.

Chaque groupe sur la liste enverra des textes à tous les autres. Cela signifie également que chaque groupe recevra des textes de tous les autres. Cela sera ensuite traduit dans un périodique spécial ou dans un petit livre.

Le but initial est de stimuler une discussion sur le thème de 1992 à l'intérieur de l'entière communauté anarchiste en Europe. Mais c'est également perçu comme une étape vers une plus grande communication et un plus grand travail en réseau qui pourrait aboutir à une sorte de rassemblement continental des anarchistes dans les prochaines années..

Il y a eu un certain nombre de discussions sur la possibilité de créer la communication avec des liens informatiques dans la mesure où il y a un certain nombre de groupes qui ont accès à cette communication.

Il y eut plusieurs personnes présentes qui s'étaient rendues au rassemblement anarchiste d'Amérique du Nord à San Francisco en juillet. Une personne donnera un compte rendu de ce qui s'est passé.

Pendant plus d'une semaine, entre 1 500 et 2 000 anarchistes venant du Canada, du Mexique, des Etats-Unis, de pays européens et de la Corée du Sud se sont rencontrés dans une école, pour ce qui fut peut-être le plus grand rassemblement jamais vu d'anarchistes sur le continent d'Amérique du Nord. Il a été décidé que l'année prochaine il y aura des rassemblements régionaux et un rassemblement continental n'aura pas lieu avant 1991, peut-être à Mexico. Peut-être que toutes ces conversations sur les rassemblements anarchistes ont inspiré l'idée d'un rassemblement anarchiste intercontinental en Europe en 1992, mais pour le moment cela ne reste qu'une idée.

Pour plus d'informations, écrire à Stephan, c/o Europe against the current, Jodenbree straat 24, 1011 NK Amsterdam.

N° 771 JEUDI 4 JANVIER

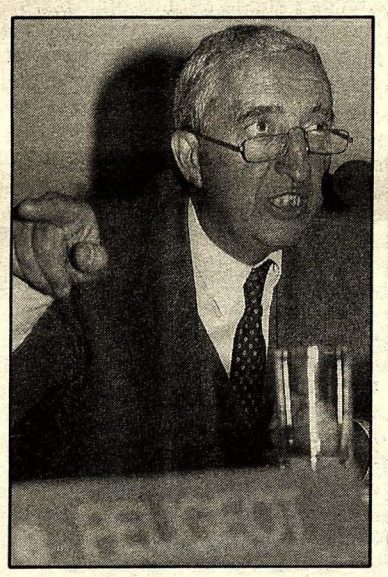
CGT Salgimondis

LES faits remontent en novembre à Sochaux, quand André Fallot, ouvrier à l'atelier d'emboutissage, emprunte un fer à souder pour travailler chez lui. Il le ramène deux jours après, sans avoir passé par la voie hiérarchique pour un bon de prêt, mais c'était dans les « us et coutumes ». Pas pour lui ayant figuré sur les listes CGT aux élections professionnelles et ayant été actif dans le dernier conflit. Verdict de la direction : faute grave (disparition de matériel professionnel) donc licenciement, après mise à pied conservatoire et entretien préalable...

La CGT réagit immédiatement et dénonce dans une conférence de presse la direction de Peugeot, qui par rapport au conflit de la rentrée *« se venge à l'extérieur en assignant en justice des collectivités locales pour leurs subventions aux grévistes et à l'intérieur en sanctionnant les grévistes »*.

Avatar de la répression patronale dans une entreprise où la lutte plus que victorieuse a été surtout unitaire, le licenciement d'André Fallot a-t-il valeur de symbole ? L'application du réglement intérieur « stricto sensus » pallierait-il le rapport de forces dans la lutte des classes ? Dans le conflit Peugeot, comme dans la récente grève des travailleurs des NMPP est posée la question : peut-on se battre aujourd'hui contre le patronat comme il y a un siècle, et le rapport des forces dans l'entreprise, voire dans une industrie, n'est-il rien face à une opinion publique soigneusement dirigée par les médias ?

A ces interrogations des modernistes de tous poils répondent que les temps modernes doivent instaurer un nouvel ordre des choses et des hommes, que la lutte des classes n'aurait pas existé sans la répression de la Commune de Paris en 1871, bref qu'on est tous frères et tous sur le même « bateau France » face aux Japonais, aux Etats-Unis, à l'Allemagne — peut-être bientôt réunifiée —, sans oublier notre « rôle » dans l'Europe de demain !



C'est justement ce qui nous inquiète, nous les « archaïques », les tenants de la lutte des classes. Et quoi qu'on pense de la CGT (1), elle est au niveau syndical une fausse note qui a du poids sur le terrain. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle elle avait été écartée du rassemblement de Bruxelles en octobre dernier.

Le modèle syndical qu'on voudrait nous voir endosser pour l'Europe de demain c'est celui d'un syndicalisme de négociation, d'opinion, qui se moquera bien d'avoir des militants, voire des adhérents au bénéfice du « closed shop », c'est-à-dire de l'obligation syndicale, comme pour la Sécurité sociale ? (2)

A l'heure où à l'Est la chappe de plomb du stalinisme s'écroule, où le rôle dirigeant du PC est battu en brêche, on voudrait mettre les travailleurs européens à un autre régime : de la courroie de transmission à la bride sur le cou, y a-t-il un changement fondamental ?

Presque 70 ans après la première scission syndicale du mouvement ouvrier français, il semble que la boucle soit bouclée. Du moins pour l'expérience qui avait pour modèle la révolution russe. Il n'y a aujourd'hui peut-être plus de prolétariat en bleu de travail face au patronat « assoiffé de sang ouvrier », mais il y a d'une part ceux qui veulent changer la société, et les anarchistes en sont, et d'autre part ceux qui par un moyen ou un autre s'accrochent toujours à « l'assiette au beurre ». Aux premiers, en ce début d'année, salut et fraternité !

Thierry (groupe Pierre-Besnard)

(1) Les lectrices et lecteurs du Monde libertaire *n'ignorent pas que la CGT suit parfois trop fidèlement les directives du PCF ; ils doivent aussi savoir que c'est une force de résistance au capitalisme... en France !*

(2) Selon le passé historico-syndicaliste de chaque pays l'option serait-elle libre ? A écouter J. Delors et consorts il semblerait que le numéro de carte syndicale pourrait être donné à la naissance par un grand ordinateur central ! ...

BANQUES

Mouvement de grève à la BNP

BNP, mardi 12 décembre, 10 heures, une centaine d'employés se réunissent devant les portes de la direction. Des délégués syndicaux CGT, accompagnés de représentants de chaque service (représentants grévistes, syndiqués ou non-syndiqués) sont reçus par la direction. Motif du mouvement : revendications salariales reprenant tous les points stipulés sur une pétition signée par 300 employés réclamant 6 500 francs à l'embauche, 1 500 francs pour tous, refonte de tous les coefficients et points de technicité. En effet, la BNP demande à son personnel de pratiquer une polyvalence de plus en plus importante ; les mécanographes et les dactylographes ont été « supprimés », ce qui entraîne le personnel sur table à pratiquer ces deux techniques précitées sans aucune rémunération supplémentaire. La direction refuse de négocier. La grève est décidée. A la BNP rue de Sofia, dans le XVIII[e] arrondissement, elle se poursuit encore aujourd'hui. Quatre semaines de grève, malgré des syndicats timides qui suivent de très loin ce mouvement déclenché, pour l'essentiel, par des employés non-syndiqués. Seule la CGT soutient, car il y a accord sur les bases revendicatives. Les grévistes ont élu un comité de grève composé d'employés de chaque centre. Le centre Barbès, l'un des centres les plus importants sur le plan du nombre de salariés est le plus mobilisé.

Afin de diffuser l'information sur leur mouvement les grévistes ont créé un journal : *Tache d'huile*!!! Par trois fois les manifestants se sont rendus au siège de la BNP, boulevard des Italiens. Deux fois seulement la direction a daigné recevoir les représentants syndicaux, accompagnés de cinq grévistes non-syndiqués élus en AG.

Ces assemblées se réunissent chaque matin et après-midi à Barbès. De son côté la direction ne propose toujours rien. Elle a même assigné en justice 18 grévistes, motif : *« atteinte à la liberté du travail »*. Un médiateur a été exigé par les grévistes. La direction, elle, réclame avec insistance l'évacuation des locaux *« avec l'aide de la force armée »* s'il le faut. Verdict cette semaine !

« Faisons confiance à la justice » a déclaré M. Lapomme, directeur du personnel. Quelle justice ? Celle qui autorise le droit de matraquer, qui porte atteinte à la liberté de grève, et d'expression. La grève de la BNP arrive à un tournant décisif. Les grévistes sont toujours mobilisés, prêtes et prêts à lutter.

« Tous les arts ont produit leurs merveilles. L'art de gouverner n'a produit que des monstres » (Saint-Just). A la BNP, cette affirmation est toujours d'actualité.

Les grévistes de la BNP

La grève des Nouvelles Messageries de la Presse parisienne

LES événements de Roumanie ont mis de côté, dans les médias, une véritable analyse du récent conflit des Nouvelles Messageries de la Presse parisienne. Débutée le vendredi 15, suite à une altercation avec la direction, la grève a duré jusqu'au 22, donnant lieu dans les médias à différents commentaires.

Outre l'accusation de « nantis » (n'y aurait-il que les smicards à avoir le droit de faire grève ?) était posé le problème du « monopole » de la CGT sur les NMPP. En fait, le monopole syndical n'existe pas aux Messageries, il y a aussi la CFDT et FO, mais s'ils sont groupusculaires, c'est seulement dû à l'énergie militante des cégétistes !... Outre que ce sont les imprimeries de presse parisiennes qui vont visées, le problème est ailleurs ; il est dans l'acceptation ou non du système actuel de distribution de la presse en France.

Aujourd'hui, grâce au système NMPP, tous les journaux (quotidiens, hebdomadaires et autres) bénéficient du même service, ils sont tous présents dans les kiosques. Si demain chaque titre ou chaque groupe de presse avait son propre circuit de distribution, seuls les plus riches tiendraient le haut du pavé.

Mais la situation technique des NMPP en 90 n'est pas beaucoup différente de celle décrite en 65 par Nicolas Faucier dans son livre : *La Presse quotidienne, ceux qui la font, ceux qui l'inspirent.* Alors que la presse, passée du plomb à la photocomposition, aborde maintenant la rédaction électronique, les travailleurs des NMPP attendent toujours un vrai plan de modernisation.

Tout ce qu'on leur propose c'est objectivement un démantèlement de ce qui existe et d'autres circuits pour « traiter le papier » dans des lieux où ils seraient bien sûr absents.

Autre problème des travailleurs des NMPP : ils sont amenés à suivre l'évolution des centres de province, donc à s'en occuper techniquement et syndicalement.

Différences dans le niveau de modernisation, dans le niveau des interventions, parisien et national, il y avait là beaucoup de sujets de discordes avec les autres sections et syndicats du Comité intersyndical du livre parisien. La presse ne s'en est pas privée, mais ce n'est pas là le fond du problème.

Quand du 16 au 22 décembre, éditeurs de quotidiens, syndicat de la presse patronal, direction des NMPP dénonçaient une grève « illégale » qui faisait envisager soit le chômage technique des autres catégories du Livre, soit de quitter le système des Messageries, les médias n'informaient pas des discussions qui voyaient face au syndicat du Livre, un patronat décidé à ne pas lâcher une seule concession. Le protocole d'accord de modernisation signé le vendredi 22 décembre à 10 h 30 du matin (au terme de vingt-trois heures de discussions tout juste émaillées d'interruptions de séances...) définit un plan de modernisation pour les deux ans, tant à Paris qu'en Province, et est signé par la direction générale des NMPP, le SPP d'une part et les syndicats du livre CGT d'autre part. Ni vaincu ni vainqueur, a-t-on pu dire..., on verra en 1993.

Pour essayer de conclure, on ne peut que reprendre la conclusion du communiqué du Comité intersyndical du livre parisien : *« démonstration vient d'être apportée à tous ceux qui pensaient qu'il était temps d'en finir avec les ouvriers de la presse et de la distribution qu'il faudra, et pour longtemps encore, compter avec les travailleurs du livre et leur syndicat de la CGT »*.

Sitting Bull

Résultat des élections de la CNRACL

LES résultats définitifs aux élections à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) pour le renouvellement des administrateurs salariés viennent de nous parvenir. Tous résultats confondus (hôpitaux et communaux), la CGT revient en tête avec 33,21% des suffrages exprimés, devant Force ouvrière qui, avec 27,72%, perd plus de quatre points par rapport au scrutin de 1983, et donc sa première place. La CFDT s'en sort très bien puisqu'elle progresse régulièrement depuis 1971 et se retrouve cette année avec 20,89% des suffrages la troisième organisation (soit plus 3,39% par rapport à 83). Le syndicat CRC n'obtient lui de bons scores que sur l'Ile-de-France dans les hôpitaux où il est implanté. Il arrive ainsi dans le peloton de tête avec sur Paris et sa banlieue près de 14% des voix. C'est un succès certain. Au niveau national, sur le secteur sanitaire, le CRC obtient 3,55%. Si l'on ajoute les collectivités locales (mairies, administrations publiques), son score baisse : 2,03%. Ce qui l'amène loin derrière les grandes confédérations. Cela s'explique par son implantation réduite à la Région parisienne et par la spécificité de ces élections. Mais il n'en reste pas moins vrai que le syndicalisme de compromission a encore de beaux jours devant lui. A moins que les élections à la caisse de retraite soient l'occasion de voter en charantaises ! L'avenir nous le dira.

A.D.

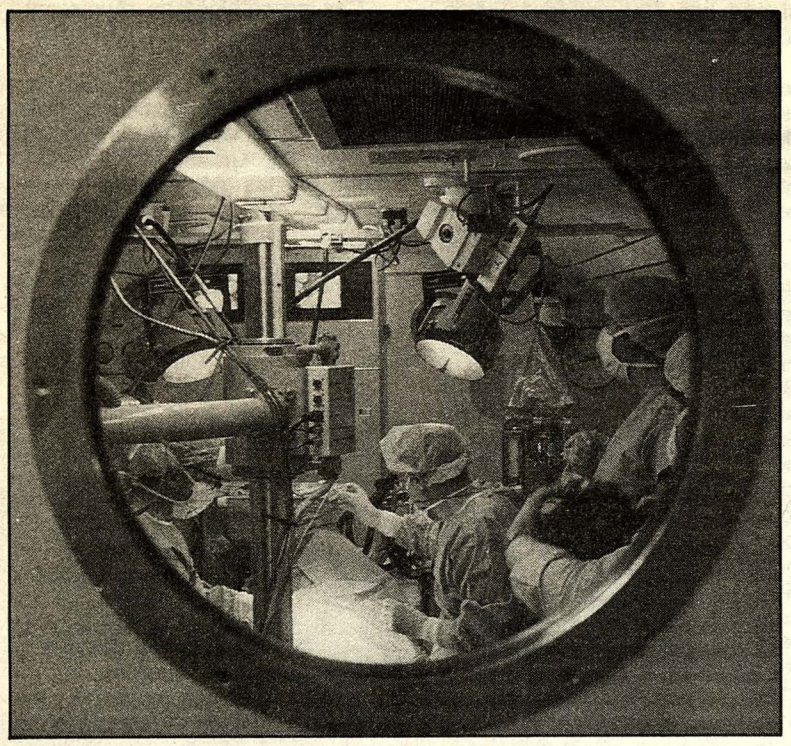
N° 771 JEUDI 4 JANVIER

PROJET DE REFORME HOSPITALIERE

L'hôpital-entreprise

DES avril 1989, Claude Evin, ministre de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale, présentait « les grandes orientations de la politique de Santé » pour les années 1989-1992.

En décembre, devant les Assises nationales de l'hospitalisation publique, il a précisé les grandes lignes du projet de réforme hospitalière qui devra être présenté devant le parlement au cours de la session de printemps.



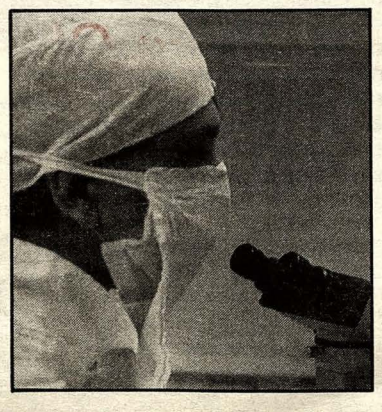
L'état du secteur sanitaire, réalisé par Claude Evin, fait apparaître d'une part l'évolution des maladies et des thérapeutiques, les modifications démographiques, et d'autre part l'entrée progressive de la Santé dans la logique de la société de consommation. Logique *« où les '' producteurs '' n'ont plus seulement pour objectif de répondre aux besoins les plus immédiats mais aussi de révéler, voire de susciter, d'autres demandes »* (1). A cela, Claude Evin ne propose guère de réorienter le secteur : surtout pas ! Il l'enfonce encore davantage sous l'économie générale, sous les « contraintes » du développement économique. Ainsi la Santé, qui ne devrait pas avoir de prix pour répondre aux besoins de chacun, a un coût bien trop élevé depuis dix ans. Seul mot d'ordre de la politique de Santé, difficile à appliquer, mais qu'il faudra continuer d'imposer : *« la maîtrise des dépenses de Santé »*. S'il est vrai que la part de l'hospitalisation dans la consommation totale de soins est passée de 53,2% en 1980 à 48,6% en 1988 (1), en revanche non seulement les dépenses de soins et de biens médicaux ont atteint 8% du produit intérieur brut (un des plus forts de l'OCDE), mais surtout la consommation dans l'hôpital n'a pas été maîtrisée. Faire régner l'austérité à l'hôpital, sur le personnel (salaires, effectifs, formation,...) et sur la population (accueil déficient, attentes trop longues,...) et laisser la médecine de ville et les cliniques à but lucratif développer, de manière inflationniste, les soins, aidées largement de trusts pharmaceutiques et bio-médicaux : voilà la réelle politique de Santé qui a toutes les chances de continuer à sévir dans les années à venir. Comment pourrait-il en être autrement avec ce que le ministère propose dans la fameuse réforme hospitalière.

En ce qui concerne la « rénovation du statut de l'hôpital », premier volet du projet, l'hôpital doit s'ouvrir plus largement sur son environnement : par exemple, rapprocher l'hôpital et la médecine ambulatoire, par le développement de *« formules participatives et contractuelles »* des médecins de ville ! ou apporter un nouveau cadre juridique afin d'assouplir certaines règles de fonctionnement et créer, aussi, des *« établissements publics de Santé »* comme si l'accueil des personnes âgées, exemple cité par le ministre, ne dépendait que du cadre juridique de l'établissement où elles séjournent ! Mais complément technique de cette « ouverture » à la médecine libérale, la mise en place progressive du PMSI (Programme de Médicalisation du Système d'Information). Comment pourrait-on mettre en concurrence l'hôpital public avec la clinique privée s'il n'y avait pas un outil d'évaluation qualité-prix : et voilà le schéma d'hôpital-entreprise, cher à M. Vincent, le nouveau directeur des hôpitaux, nommé par Claude Evin en 1989.

Le second volet concerne la redéfinition de l'organisation sanitaire : la planification doit être fondée sur une base régionale, tout comme l'assurance maladie, en matière de redéploiement d'établissements (psychiatriques, les plus visés), d'équipements matériels (scanner,...) ou même de personnel.

Le troisième volet, le plus attendu par les agents hospitaliers, annonce l'effort de *« démocratisation »* que les directions et la hiérarchie devront consentir. En effet, Claude Evin est contraint de reconnaître le malaise profond dans lequel est plongé l'hôpital, malaise si bien révélé par la mobilisation des différentes catégories professionnelles. Après avoir jeté quelques miettes salariales en pâture, c'est un dialogue qu'il veut ouvrir en réorganisant l'hôpital par l'introduction d'*« unités fonctionnelles de base »*, qui, regroupées, se doteraient d'un conseil dirigé, une fois de plus, par un médecin assisté d'un cadre infirmier.

Le dernier axe du projet de réforme concerne l'harmonisation des deux secteurs d'hospitalisation, le public et le privé à but lucratif, par l'instauration du *« coût total prévisionnel »* pour les cliniques privées, pratique proche de la dotation globale qui depuis 1984 sévit dans les hôpitaux publics et accentue les difficultés budgétaires des établissements : dans les cliniques, les patrons ne s'en laisseront pas compter par cette mesure ; il est à parier que ce seront les salariés (déjà très mal payés, parfois en dessous du SMIC) qui en feront les frais. Par ailleurs, une marge de manœuvre nationale de 0,1% dans le cadre du taux directeur (taux d'augmentation des budgets hospitaliers) devrait permettre de prendre en compte l'évolution des activités médicales dans le secteur public.



Bien peu d'ambition pour ce projet loi hospitalière, loi qui durera bien vingt ans comme la précédente, et qui ancrera le secteur de la Santé comme réel secteur économique dans une société social-démocrate où on peut faire des profits : laboratoires pharmaceutiques, industries de biens médicaux, maison de retraite et cliniques lucratives, sous-traitance des activités non soignantes (hôtellerie, restauration, jardinage...). Rien à voir, évidemment, avec une Santé de qualité pour tous.

L.N.
(groupe Pierre-Besnard)

(1) communication du ministre C. Evin, le 12 avril 1989.

M. Pélissier et les « pervers »

LE maire et conseiller général de Bouilladisse, petite commune située à 35 kilomètres de Marseille, Francis Pélissier vient d'écrire au préfet des Bouches-du-Rhône. Il est en colère... Pensez !... Pour des raisons dont l'importance n'échappe sûrement ps à ses administrés, il a investi une partie de leurs impôts locaux dans la mise en place d'une campagne anti-sida...

Les médias, et en particulier la télévision, ne suffisant apparemment pas, il a fait ça bien, monsieur le maire... Hélas, ses efforts, ainsi que l'argent des contribuables, ont été anéantis. Des révolutionnaires, des pervers, lui ont recouvert ses affiches par d'autres *« attirant l'œil sur des scènes érotiques et des numéros de téléphone rose appelant ainsi à la tentation ! »* (sic !). Le contraste est intolérable... Il demande donc au préfet d'agir pour que cesse ce genre de publicité dans notre région...

Je voudrais, moi, attirer l'attention de l'édile sur une autre forme de pornographie : les affiches du Front national et les slogans qu'elles véhiculent, qui ornent à intervalles réguliers les murs de sa petite ville... Se pourrait-il que bientôt la seule pornographie tolérée dans notre belle Provence soit la ratonnade ?

Edmond des Caillols
(gr. Ascaso-Durruti de Marseille)

SEGRÉ

Opposition au nucléaire

A Segré (Maine-et-Loire), des opposants au stockage de déchets radioactifs se sont frictionnés avec les CRS, pendant que d'autres en profitaient pour « mettre à sac » les locaux de l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs).

Plus calmes pour l'instant, les opposants de Neuvy-Bouin, un autre des quatre sites présélectionnés par l'ANDRA, ont commencé à bloquer le champ où doivent s'effectuer des forages en vue de la réalisation d'un laboratoire souterrain qui devra déterminer lequel des quatre sites deviendra la poubelle nucléaire française. Car Fouroux, le ministre de l'Industrie, voulait que ces forages commencent avant la fin de l'année 89. Les opposants, dont le flair devient de plus en plus performant, *« sentant des frémissements depuis quelques jours »*, ont donc commencé à se rassembler pour être finalement huit cents le mardi 12 décembre, et cela en plein milieu de l'après-midi ; bien décidés qu'ils sont à contredire la volonté du ministre. Mais ce mardi-là, trois escadrons de CRS ont très vite rappliqué et le face-à-face à tourné court : chacun est reparti de son côté. Depuis, ils continuent — les opposants bien sûr — de bloquer en permanence l'accès au fameux champ, car z'ont pas trop confiance. Action directe, détermination et mobilisation sont toujours en vogue du côté de Neuvy-Bouin et de Segré.

L'année 1990 s'annonce antinucléaire dans la région !

Olivier
(gr. Berkman)

E. LECLERC

L'écologie du fric

DECIDEMENT, rien n'arrête ce patron de la grande distribution.

Pour tenir tête à ce petit Napoléon breton qu'est l'épicier de Landerneau, il faut du courage et de la persévérance, car ses moyens financiers sont démesurément importants.

Début décembre, Edouard Leclerc se payait de pleines pages de pub dans *Ouest-France* et *le Télégramme de Brest*, en récupérant sans scrupules la sensibilisation croissante (et obligée !) à la dégradation constante de la qualité de l'eau en Bretagne. Un jour, c'est une porteuse d'eau minérale en costume folklorique qui soulève le paradoxe de l'eau partout présente, mais de plus en plus polluée, et le lendemain, ce sont des autruches qui s'enfouissent la tête dans le sable, à l'image de tous les décideurs : notables agricoles, administration étatique et élus politiques, qui ne veulent pas remettre en cause un modèle de développement productiviste qui a fait la preuve de son inefficacité.

Si dans le fond les arguments de Leclerc sont bons, la méthode n'en est pas moins crapuleuse, car Leclerc lui aussi est réputé pour être à l'origine d'une part importante de la pollution diffuse qu'affecte la région.

Le dieu du « toujours moins cher » est en effet propriétaire d'un abattoir célèbre pour sa pollution des eaux (l'abattoir Kermené). Lui qui incitait les éleveurs de cochons à produire de moins en moins correctement pour réduire le prix de revient, le voilà aujourd'hui, pubs à l'appui, prônant l'augmentation du prix de ses produits pour tenir compte des contraintes de l'environnement. Comme quoi il n'a peur de rien et qu'on peut faire aussi de l'argent sous le label « écologie », ou sauvegarde de l'environnement. C'est d'autant plus vital pour lui qu'à la différence des autres professionnels de la distribution, Leclerc a investi dans le domaine de la production porcine et qu'il ne peut pas se permettre le moindre boycott sur ses petits cochons polluants. Il vaut donc mieux travailler dans l'abattoir propre ! C'est ce qu'il tente de réaliser en empochant par la même occasion quelques bénéfices secondaires.

J.C.

Délinquance en col blanc

INTERPOL débarque à Lyon. Concrètement, ce sont 280 fonctionnaires de police, de quarante nationalités différentes, qui se sont installés dans la capitale des gaules. Deux cent quatre-vingt super flics pour qui la municipalité, conduite par Michel Noir, a les yeux de Chimène. Certains d'entre eux ont trouvé un appartement et une halte-garderie en deux jours. Un sacré record à n'en pas douter, surtout lorsqu'il s'agit de trouver une crèche pour les gosses, tellement les listes d'attente sont généralement encombrées. Plus systématiquement ces superflics vont voir leur salaire s'élever de 50% à celui qu'ils percevraient dans leur pays d'origine. Et dire qu'ils n'auront pas même à payer le moindre impôt sur le revenu !

Nous savions déjà que les chefs d'Etat étrangers étaient exemptés de l'impôt foncier ; nous découvrons que ces policiers, assimilés à des diplomates, ont eux aussi leurs « petits » privilèges. A n'en pas douter, voilà des gens chouchoutés. On ne peut pas en dire autant pour tous ; Emmaüs, le Secours populaire, et bien d'autres organismes caritatifs n'existeraient pas sinon.

Reconnaissons tout de même que nos nouveaux « milords » lyonnais ne manquent pas d'à propos. Soucieux de faire « peuple », ils ont essayé de ne pas constituer un ghetto Interpol doré, mais ont plutôt loué des appartements dans les deuxième et sixième arrondissements de Lyon, dans l'Ouest lyonnais et à Villeurbanne. Rassurez-vous, leur standing n'en souffrira pas, car exception faite de Villeurbanne qui ne passe pas pour être une ville bourgeoise, les autres lieux cités ne sont rien moins que les zones les plus huppées de Lyon et de la région.

Décidément, elle est belle la France « socialiste » du père François. Plus on l'observe et plus on se dit qu'elle ressemble, en bien des points, à celle de ses prédécesseurs. Une France faite de privilèges pour les uns et de difficultés pour les autres. Et dans tout ça, c'est encore le salarié moyen et le précaire qui « trinquent »... Merci tonton ! il pouvait bien célébrer le bicentenaire de la révolution, le locataire de l'Elysée !

Claude NEPPER
(gr. Galina-Makhno de Lyon)

N° 771 JEUDI 4 JANVIER

PEUGEOT

J. Schenkel face au lion

EN 1979, James Schenkel fut licencié des usines Peugeot de Sochaux. Cela devint bien vite « l'affaire Schenkel » et eut l'avantage de mettre en lumière les méthodes de l'entreprise en vue d'écarter un salarié considéré tel un perturbateur en raison de ses liens avec l'extrême gauche et de ses activités syndicales.

Membre de la CGT jusqu'en 1968, puis délégué CFDT, considéré comme « mao » et ensuite inscrivant son action militante dans la tradition libertaire : depuis 1956, date de son embauche, James Schenkel s'est avéré un empêcheur « d'exploiter en rond ». N'hésitant pas à dénoncer les agissements du patronat et de ses acolytes du syndicat « jaune » CSL, Schenkel est, en 1979, accusé d'avoir proféré des menaces de mort à l'encontre d'un agent de maîtrise. Portant l'affaire en justice, notre compagnon eut, au regard d'accusations non fondées, gain de cause. Or James Schenkel n'a jamais pu obtenir l'exécution de la condamnation de Louis Souvet, à l'époque directeur du personnel, pour licenciement abusif.

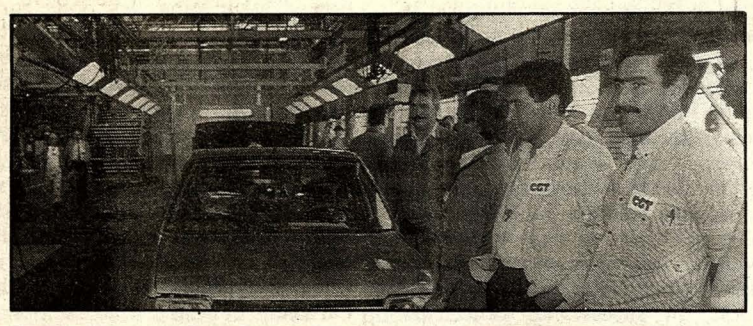
Condamnation en date du 15 décembre 1981, qui consiste en une amende de 2 000 francs et en un droit de réponse devant être publié dans *l'Est républicain* (resté lettre morte). Cette condamnation ne sera partiellement entérinée qu'en juillet 1987.

Désireux de voir les pratiques en cours chez Peugeot dénoncées, James Schenkel, qui ne désarme pas, s'est retourné contre la justice en poursuivant de sa vindicte ses anciens avocats, maître Emile Gehant (conseiller municipal PS de Belfort) et Guy Jean, ainsi que madame le procureur du tribunal de grande instance de Belfort. Inculpé alors pour diffamation et ayant fait l'objet de deux perquisitions les 21 et 22 septembre 1989, James Schenkel se trouve en position d'accusé face à une coalition de notables soucieux d'enterrer une affaire vieille de dix ans et d'éviter tout débordement contestataire après les heures chaudes de l'automne, où Peugeot fit les frais d'une grève de plusieurs semaines.

Prorogé depuis dix ans par le système, celui que *l'Est républicain* présente comme *« un homme qui (...) ne vit que pour dire sa haine de la société bourgeoise »* estime ne plus rien avoir à perdre et poursuit donc son combat, malgré les pressions, en vue d'obtenir de tous la reconnaissance des torts subis en 1979. Maître Collard, les Groupes de salariés pour une économie distributive (GSED) et un cercle d'amis érigé en comité de soutien tentent de populariser cette affaire, malgré l'inégalité du combat, que renforce aujourd'hui la qualité de sénateur-maire RPR de Montbéliard conférée à Louis Souvet.

Dans sa dénonciation du système Peugeot et du dysfonctionnement de la justice, James Schenkel peut être aidé par un envoi massif de lettres de solidarité à l'adresse suivante : Comité de soutien à James Schenkel, 42 bis, rue Voltaire, 90000 Belfort ; ou encore écrire à Madame le procureur de la République, tribunal de grande instance, 90000 Belfort, pour que soit retirée la plainte pour diffamation lancée à l'encontre de notre camarade.

Claude NEPPER



MONDE RURAL

Les écharpes sont de sortie

EN novembre dernier, malgré les mots d'ordre de boycott diffusés par le parti socialiste, la FNSEA et le ministère de l'Agriculture qui pourtant disposent d'une influence notable auprès des ruraux..., cinq cents maires ou adjoints et 1 500 paysans ont défilé à Paris, à l'appel de la confédération paysanne, pour proposer l'élaboration d'un contrat social sur l'activité agricole et rurale.

Suite à cette manifestation, Patrice Bouvet, travailleur paysan, a voulu rappeler ici l'attitude de certains élus et autres porte-paroles officiels vis-à-vis des *« pratiques rurales autogérées échappant au contrôle de l'Etat »*. Il dénonce ainsi comment ces *« marchands d'illusions »* font leur beurre électoral de ces pratiques alternatives.

Si aujourd'hui, en moyenne, les communes rurales ne perdent plus d'habitants, le phénomène de dépopulation est malgré tout constant dans certaines communes isolées, voire dans des régions entières.

La géographie officielle considère qu'un canton sur quatre se trouve dans une situation difficile, marquée par une « extrême fragilité ». Ces cantons sont en particulier situés dans les moitiés sud et est de la France.

Pour se donner bonne conscience, et surtout pour éviter la prise de conscience de la part d'une population rurale habituée à s'en remettre aux ambitieux qui traînent partout où le pouvoir est à prendre, l'Etat français a mené une politique d'aménagement et de développement local depuis les années 1970.

L'opération politique qui consistait à renforcer les pouvoirs et les mafias locales a pu être parfois détournée de ce but par des groupes de personnes sincères et soucieuses de l'avenir de leur milieu de vie ; elles ont trouvé dans la manne financière des contrats de pays, parcs régionaux..., ou autres opérations d'amélioration de l'habitat, une opportunité de mener à bien leurs projets.

Tout ce qui porte sur le développement local autogéré bloque en général sur le manque de disponibilités financières, et quand des occasions se présentent, autant ne pas les louper, même si c'est l'Etat qui redistribue les sous qu'on lui a fournis.

De la réalité au discours...

Mais pour autant, la récupération n'est jamais bien loin, et il ne manque pas de charognards qui, tirant profit personnellement des efforts fournis collectivement, sont allés traîner dans les couloirs et les tiroirs immondes du pouvoir (politique et/ou économique). Et tout ceci pour toucher les dividendes de leur bassesse, qui consiste à redonner aux pouvoirs les moyens de contrôler des procédures de développement local qui ont pu leur échapper.

C'est ainsi que des professionnels du discours se sont mis à vivre de la retransmission de ce qui s'est passé chez eux. Et comme la compromission est généralement passée par là, ce type de discours finit par donner l'impression que le sursaut évoqué est avant tout l'affaire d'un missionnaire ou d'un nouvel apôtre du développement local.

... et du discours à la réalité

Et du coup, ces ambassadeurs hissés au pouvoir par d'autres fripouilles qui ont compris qu'il valait mieux pour elles profiter de l'occasion, pour réapprendre à leurs valets les gestes et l'habitude de la soumission, finissent par perdre non seulement toute crédibilité au plan local, mais aussi toute lucidité sur la vie telle qu'elle se mène dans leur milieu d'origine.

Autrefois issus comme porte-paroles d'un mouvement aspirant à la gestion directe des affaires locales par les intéressés, ils sont nombreux ceux qui aujourd'hui sont devenus des cautions de l'autoritarisme établi.

C'est ainsi que des élus locaux qui savent critiquer le fonctionnement de leurs voisins « compromis » ne sont pas foutus de voir qu'eux aussi se sont parfois liés les pieds et les mains dans la gueule des puissants (les grosses entreprises capitalistes et toutes les succursales de l'Etat et du Vatican).

Pour un milieu rural vivant

Aujourd'hui les marchands d'illusions (et ceux-là mériteraient pourtant de faire faillite) qui veulent à tout prix conserver le pouvoir politique ou économique, ont dans l'idée de fusionner les petites communes en les regroupant autour de pôles de développement dont l'importance incitera les citoyens à la prudence : on ne s'engage pas à vouloir gérer une commune de plus de 2 500 habitants, comme on le ferait pour moins de 250.

Les dernières élections municipales ont été par endroits l'occasion de pouvoir amener la notion de gestion directe dans des communes de la taille d'un quartier où tout le monde se connaît. Même parmi les anciens élus qui se représentaient, une prise de conscience s'est quelquefois faite au sujet de l'avenir du milieu rural, avenir qui n'existe plus qu'à travers la prise en charge réelle des affaires communes par le conseil municipal et/ou les associations locales.

Cet état d'esprit se retrouve aujourd'hui sur le devant de la scène avec ce défilé de 500 écharpes tricolores à Paris, **venues pour promouvoir l'idée d'un contrat social entre les collectivités territoriales et les paysans** (et ça viendra sans doute aussi, avec d'autres catégories sociales qui valent la peine d'être défendues).

Et comme si cela ne suffisait pas, on voit de plus en plus de « citoyens » qui ne votent plus, « sauf pour les municipales », parce que ces élus-là au moins, on peut les contrôler (ce qui n'est pas vrai partout !).

Quand la raison l'emporte ainsi, l'espoir d'une société libertaire peut tout compte fait, reprendre du poil de la bête.

Patrice BOUVET
(groupe de Rennes)

Soisson a déjà perdu les CLES du plan-emploi

CONÇU le 13 septembre, le plan-emploi doit être mis en place pour le 1er janvier 1990. Malheureusement, *« il n'est pas certain que toutes les mesures soient rendues applicables »* à cette date (1). Ah bon ? Aurait-on des réticences à exonérer de charges certains patrons ? Eprouverait-on, au ministère, des scrupules en leur versant des aides substantielles ? Bien sûr que non ! Ce que l'on a du mal à mettre en place c'est l'obligation, pour les futurs employeurs de CLES (2), de verser 500 francs en complément d'un demi-SMIC. Ce que l'on a du mal à leur faire comprendre c'est que l'Etat ne paiera pas directement les CLES, mais qu'il faudra que le futur employeur les paie d'abord (une avance de trésorerie d'un demi-SMIC, quel gouffre !). Du coup, *« Monsieur Jean-Pierre Soisson ne rate pas une occasion, lors de ses déclarations publiques, pour en appeler au civisme des élus locaux »* (3). Oui, oui, au **civisme.** Mieux encore, ce civisme a une valeur marchande : le ministère pourrait maintenir les TUC (un quart du SMIC) dans certains cas ou même créer des *« fonds de compensation »* pour aider ces fameux élus locaux à ne pas respecter toutes leurs obligations. Pourquoi, alors, créer de telles obligations ? Pour que Rocard puisse garder le sourire à *Sept sur sept* en parlant de solidarité. Quand on sait que cette *« solidarité »* cache, en fait, une autre magouille : *« les administrations... n'ont pu* [embaucher de TUC] *qu'en créant des associations écrans* (4), on en a le fou-rire.

300 000 CLES et moi, et moi, et moi

La fin d'un travail précaire (CDD et intérim seulement), c'est 50% des motifs d'entrée à l'ANPE. Ça se gâte quand on apprend que l'on y reste en moyenne 362 jours (quatorze jours en plus cette année). Aie ! Les chances de sortir de cette galère sont de plus en plus maigres, et c'est pas moi qui le dit, mais le ministère du Travail *himself :*

« Malgré la reprise de l'emploi, qui réduit les inscriptions à l'ANPE, le chômage reste quasiment stable en septembre. » Ce qui veut dire que ceux qui sont sans emploi le restent et ceux qui en ont un le gardent ou en changent rapidement. Et ceux qui rentrent dans le marché du travail ? Dans ce cas, voire l'augmentation des chiffres de la précarité (en gros : mi-temps pour les femmes, stages pour les jeunes). Autrement dit, trop souvent stages = stages ou chômage, chômage = stages ou chômage ou RMI et emploi = emploi. Un cercle vicieux où les trois cent mille CLES « espérés » par l'Etat ne restent pas qu'un calcul de plus. Trois cent mille sera le nombre idéal pour camoufler les chiffres de la misère. Trois cent mille cachera le bilan négatif des plans-emplois précédents : SIVP et TUC sont en chute libre (5), les précaires grossissent leurs rangs, les emplois industriels sont au bord du gouffre. Sans parler des plans d'insertion et de réinsertion, plans absolument inefficaces.

RMInimum, mais il fait le maximum

1er décembre 88 : vote de la loi concernant le RMI : accord à l'unanimité des députés.

Mars 89 : 200 000 RMI.

Novembre 89 : 350 000.

On attend toujours les chiffres de l'insertion *« constatée »*. Qui a eu du boulot après ça ? Pour l'instant voilà ce que l'on sait : en Mayenne, petit département, il y a pratiquement autant de RMI que de stages d'insertion (exemples de stages d'insertion RMI : replâtrer le vieux mur de la MJC, arroser les plantes de la mairie...). Dans le Nord, un RMI sur dix en bénéficie. Dans les Bouches-du-Rhône, c'est un sixième et dans le Morbihan 50%. Bon, l'administration, une fois de plus, détourne et enfreint une loi faite par elle, car un contrat d'insertion doit être normalement signé dans les trois mois suivant l'octroi du RMI. Quant aux deux mille francs (+ 1,25% : augmentation de juillet), c'est en fait 1 560 francs que l'on touche en moyenne (retirez le loyer et dites-moi quel est le repas quotidien d'un RMI...). Mais ce n'est pas fini, voyons maintenant ce qu'il faut pour avoir droit à tous ces avantages fabuleux (département du Rhône) (6) :

— justification des ressources 88 et 89 ;
— avis de non-imposition ;
— Fiches d'état-civil ;
— feuilles de loyer ;

et huit pages de formulaires...

Ouf ! Parlez-nous du « civisme » des élus après tout ça, M. Soisson !

Ni solidarité, ni formation véritable, ni garantie de logement, le RMI a été voté par tous les députés pour arriver, en fin de compte, au boutoir des CLES : stage bidon, insertion bidon, revenu bidon. Ces mêmes députés, ou leurs *alter ego,* appellent les chômeurs à lutter pour des mesures insuffisantes avec une façon de mener la lutte complètement pourrie ; aucun projet de société mais des réformes, la lutte jamais définie par les chômeurs eux-mêmes. Et les trotskistes qui supplient le gouvernement d'abolir le travail précaire ! De qui se moque-t-on ?

Une éclaircie

Fort heureusement, le tableau n'est pas entièrement noir et l'heure n'est pas à la morosité. Çà et là, certaines luttes donnent chaud au cœur (cf *ML* n° 769) et l'Assemblée des chômeurs et des précaires en lutte est une expérience unique.

La voilà maintenant dotée d'une permanence de lutte et juridique (7), et le mouvement n'est pas absent en province.

DIDIER
(groupe Malatesta)

---

(1) Le Monde *du 16 novembre.*
(2) Contrat local Emploi-Solidarité.
(3) Le Monde *du 16 novembre.*
(4) Idem.
(5) 300 000 CLES, c'est l'objectif gouvernemental pour 1990 seulement. Les jeunes font la gueule et les patrons crachent dans la soupe : les équivalents des CLES n'attirent plus : SIVP 87 000 en 88, 28 000 en 89 ; TUC : 162 000 en 88, 128 000 en 89.
(6) Libération *du 5 décembre.*
(7) Permanence le samedi de 14 h à 18 h, au 9, rue Clavel dans le XIXe.

N° 771 JEUDI 4 JANVIER

Nous avons reçu deux traductions d'articles parus en Espagne, dans la revue *Lletra A* éditée à Barcelone.

Le premier texte se fait l'écho des luttes antimilitaristes du côté des objecteurs de conscience. « *Objection : l'exemple espagnol !* » L'autre concerne le sport, et est révélateur des enjeux des prochaines olympiades qui se tiendront justement à Barcelone, dans deux ans.

ESPAGNE

Non aux Jeux de 1992

POURQUOI s'opposer aux jeux de 1992 ? En fait, il ne s'agit pas simplement d'un refus des olympiades...C'est un NON à la grande opération financière qui se réalise ; NON à la publicité européenne des marchands de 1992, NON à la conversion de Barcelone en un grand centre de gestion et de résidence d'élite, NON à la cherté de la vie et à la spéculation immobilière, NON à la précarité de l'emploi, NON au citoyen militarisé et aliéné, NON au capital et à son grand business de cette fin de siècle.

A quoi faisons-nous allusion, lorsque nous disons NON à 1992 ? Le refus n'est pas seulement motivé par les olympiades, mais par le modèle de ville qui se construit dans l'optique des jeux. Nous nous opposons à la cherté de la vie et à la spéculation, aux inégalités sociales, à la marginalisation et à la pauvreté, à la privatisation des espaces...NON, en somme, à une forme de vie que nous rejetons.

Les olympiades incarnent et concentrent quelques-uns des aspects les plus négatifs de la société capitaliste moderne : le spectacle mégalomane joué par les sportifs de haut niveau, nombre d'entre eux étant transformés en machines à compétition, avec comme arrière-boutique le grand marché des multinationales, tant dans l'organisation des jeux qu'à travers la publicité. Les jeux olympiques sont ainsi une grande opération financière de marketing qui utilise les investissements publics en infrastructures et services. Le spectacle du sport d'élite est un moyen supplémentaire d'accumulation du capital.

Barcelone s'inscrit dans le cadre général de l'« Europe sans frontières » qui sera inaugurée avec l'acte unique européen, la même année. Quelques mois avant que ne commencent les compétitions olympiques, la CEE mettra en circulation, dans les pays membres, un vidéo-clip où on démontrera que les jeux d'Alberville et de Barcelone sont les jeux de l'Europe unie. Mais l'on sait également que les compétitions de 92 seront la devanture de la technologie de pointe déballée par les entreprises européennes, spécialement en ce qui concerne la télévision de haute définition et les cartes dotées de micro-ordinateurs. Le signal télévisé des jeux sera ainsi diffusé en haute définition et quelques autres fonctions organisatrices, comme les contrôles de sécurité, se réaliseront par l'intermédiaire de ces dites cartes...

Cette Europe qu'ils prétendent nous présenter comme nouvelle est l'Europe du capital financier et des multinationales, une Europe retranchée dans ses frontières, qui pratique le racisme et la xénophobie en son sein contre les immigrés. Dans ce contexte, l'affirmation de F. Morau durant la dernière campagne pour les élections européennes ne peut être qu'une démonstration de cynisme authentique ; déclaration selon laquelle en Europe sont réunies actuellement les conditions suffisantes de bien-être économique et de détente politique, afin de pouvoir construire le socialisme ! Les perspectives sont des plus douces et prometteuses, si l'on en croit les statistiques et les discours des politiciens ; on parle même de chute du chômage et de croissance économique. Cependant, la réalité qui se cache derrière les discours est bien différente.

Il faut distinguer du projet de modernisation capitaliste de Barcelone le processus de tertiarisation qui est en voie d'aboutir. En effet les multinationales ont besoin d'une grande capacité de gestion pour affronter les problèmes que pose le processus de développement industriel contemporain, fortement fragmenté et diversifié. Les structures complexes de contrôle bureaucratique, vitales pour le fonctionnement du système, s'installent dans la ville en utilisant les infrastructures et équipements payés par les deniers publics ; et le fait que ce même milieu urbain soit un lieu d'innovations en raison de sa concentration aboutit à ce que Barcelone se convertit alors en un grand centre de gestion et de résidence pour les élites patronales, politiques et intellectuelles de la région. Dans le même temps 67,5% des Barcelonais travaillent dans le secteur des « services ».

Comme fait significatif de ce qui précède, il faut absolument noter la proposition faite récemment par le président du Développement pour le Travail National (le patronat de Catalogne), et qui va dans le sens d'une privatisation partielle de l'aéroport de Barcelone ; formule qui irait dans le sens d'un financement d'une réforme d'une plus grande envergure que celle qui est actuellement en projet, jugée insuffisante dans les secteurs industriels et commerciaux pour les perspectives à court terme de la ville.

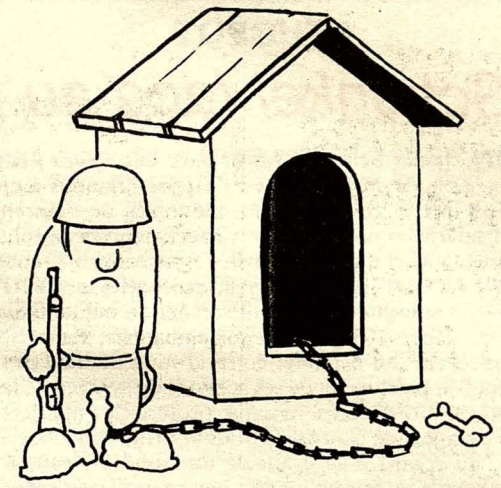
Conséquences directes de ce processus de tertiarisation : cherté de la vie et spéculation immobilière, entre autres.(Le prix des habitations, autant que celui des locations a triplé en quelques années). En même temps, la proportion de surface urbaine destinée aux bureaux augmente spectaculairement. Le projet *Del Ayuntamiento* de Barcelone de création des dénommées « zones de nouvelles centralités », conçues comme pôles d'attraction des activités tertiaires et situées en zones stratégiques dès que leurs possibilités de spéculations suppose le passage du modèle centre-périphérie (capital-travail) au modèle de nombreux centres sans périphérie reconnue. Ainsi la tertiarisation pénètre les vieux quartiers ouvriers et expulse les secteurs marginaux du centre historique. La tertiarisation suppose alors un authentique projet de reconversion de la ville, qui augmente les inégalités sociales et génère marginalisation et pauvreté. Selon une récente étude 2% de la population de la zone métropolitaine de Barcelone a des difficultés journalières de survie qui sont liées à la recherche d'une alimentation et au paiement des loyers. La même enquête montre que près d'un quart de la population est pauvre, ceci en accord avec les critères de la Communauté européenne, qui considère comme « pauvres » les familles qui perçoivent moins de la moitié des revenus, en regard des gains moyens de la zone où elles se trouvent. En même temps, cette étude montre un accroissement des inégalités sociales au cours de ces dernières années.

Autre caractéristique importante du projet de modernisation qui s'impose à Barcelone : la précarité de l'emploi. L'emploi précaire gagne du terrain sur le travail fixe et affecte tous les secteurs, tant de l'industrie que des services.

Pour toutes ces raisons, nous réaffirmons notre opposition aux olympiades de 92.

Nous refusons que Barcelone devienne cette ville dans laquelle l'abondance de quelques-uns se paie avec la misère des autres.

Article traduit du n° 29 de la « Lletra A » de Barcelone - Novembre 1989.



Objection de conscience : l'exemple espagnol

COMPRENANT l'objection de conscience dans le sens large, comme opposition aux lois, normes ou institutions qui font table rase des valeurs, croyances ou convictions personnelles, il est logique de penser que celle-ci accompagne l'humanité depuis qu'existent les lois en tant que normes de comportements. L'objection de conscience à la conscription a, néanmoins, de sens qu'à l'instauration obligatoire de celle-ci au début du XX^{e} siècle. Dans les années 1970, les premiers objecteurs non-violents sont emprisonnés par l'Etat espagnol ; leur lutte tourne autour de la revendication de services civils alternatifs.

Après la répression, l'incarcération et l'amnistie se multiplie le nombre d'objecteurs, au point que le premier gouvernement « démocratique » sort un décret-loi qui limite l'objection à des motifs religieux. Le rejet des objecteurs est total. C'est en janvier 1977 que naît le Mouvement des objecteurs de conscience (MOC) qui se fixe trois objectifs : boycott de la loi, liberté pour les objecteurs emprisonnés, et travail théorique inter-groupes. C'est un succès, les objecteurs incarcérés sortent de prison et le tout jeune MOC se consolide en avançant dans ses conceptions et ses capacités d'organisation et d'actions.

Avec l'apparition de la nouvelle loi sur l'objection, en décembre 1984, le MOC entame alors une campagne de refus et de désobéissance civile. Cette action, illégale, permet à 10 000 jeunes d'être « déclarés » objecteurs, face à l'opinion publique, l'objection de conscience retrouve ainsi sa véritable identité de lutte contre la conscription et le militarisme.

En 1989, il y avait encore 200 insoumis emprisonnés par un Etat qui se veut aujourd'hui démocratique. C'est une carte difficile à justifier devant les « alliés européens ». Paradigme de « liberté », il y a autant de prisonniers de conscience en Espagne qu'en URSS, mais avec seulement 10% de sa population !

Un aspect selon lequel la différence avec d'autres collectifs est radicale, est le sujet des Prestations Sociales de Substitution ; ici, le choc frontal avec une autre association, l'Association des objecteurs de conscience, se produit. L'AOC pense, en effet, qu'il faut accepter la PSS, chose à laquelle le MOC se refuse catégoriquement et qu'il ressent « *comme une forme de recrutement forcé, conçu et organisé comme un complément du service militaire* ». L'acceptation de la PSS implique une reconnaissance de l'Etat et en dernière extrêmité contribue à la propre consolidation de l'armée.

Le MOC a toujours défini sa lutte comme une lutte alternative et radicale. Alternative, car il recherche la transformation des structures et des modèles économiques, idéologiques, culturels et de pouvoir. Radicale, car sa lutte délégitime l'Etat.

Article traduit du n°29 de la *Lletra A* de Barcelone - Novembre 1989.

N° 771 JEUDI 4 JANVIER

Les rencontres anarchistes en Amérique du Nord

NOUS publions souvent dans les colonnes du *Monde libertaire* des encarts annonçant des rencontres internationales. Il est également appréciable d'en lire des compte rendus. Cela fait quelques années que se déroulent en Amérique du Nord des rencontres. L'étendue du territoire, l'isolement des militants montrent à quel point celles-ci sont importantes.

Ce texte issu du rassemblement anarchiste de l'Amérique du Nord explique l'origine de ces rencontres et leur importance.

N. de R.

En Amérique du Nord, les rassemblements anarchistes sont un événement relativement récent. Dans les années 1970, il y a eu des rassemblements variés de la Fédération anarcho-communiste. Cependant, le premier rassemblement anarchiste reconnu de manière internationale aux Etats-Unis n'a pas eu lieu avant février 1980 à Portland, en Oregon. Le site du dernier rassemblement majeur a eu lieu à Montréal en 1985. En juillet 1986, certains anarchistes de Chicago ont appelé à une conférence pour commémorer le centième anniversaire du massacre de Haymarket. Plus de trois cents personnes se sont rassemblées pendant trois jours pour explorer les idées, l'histoire et les pratiques anarchistes avec le but d'établir un réseau d'anarchistes en Amérique du Nord. Le rassemblement a été si réussi, dans le sens qu'il créait des liens politiques et personnels entre ceux qui étaient présents, qu'ils sont devenus des événements annuels avec une conférence à Minéapolis en 1987, et à Toronto en 1988. Comme le nombre de personnes a grandi (plus de neuf cents à Toronto), le travail qui consiste à tisser un mouvement/réseau des anarchistes en Amérique du Nord a continué.

Cette année, entre le 20 et le 25 juillet, environ 1 500 anarchistes ont pris part à une conférence à San Francisco qui a duré six jours, appelé « Without borders » (Sans Frontière).

L'appellation du rassemblement reflète le désir de nombreuses personnes assistant au rassemblement de l'année dernière à commencer à prendre des contacts avec des anarchistes dans le monde entier. Il exprime aussi l'engagement, la lutte contre toute forme de frontière qui nous empêche de vivre en tant que personne libre, spontanée, en harmonie avec chacun et la terre.

L'un des résultats du rassemblement a été la prise en compte que les conférences annuelles ont pris une extension telle qu'elles ne sont plus vraiment utiles, et qu'il serait plus logique de tenir des rassemblements régionaux plus petits pour les organiser à un niveau plus local.

En conséquence, il n'y aura pas de rassemblement continental l'année prochaine. Les anarchistes de Mexico envisagent de tenir un rassemblement dans deux ans.

Traduit par Bernard L.

ESPAGNE

Agenda libertaire 1990

Une athénée libertaire de Barcelone vient de sortir un agenda. L'agenda se présente avec des textes d'opinions, des adresses au niveau national et international, des photos, etc.

Soutenez et achetez l'agenda de l'athénée libertaire de Pueblo Seco, c/Elkano, 48, 08001 Barcelona.

Le prix à l'unité est de 500 pesetas. Prix groupé, collectivités : 400 pesetas chaque.

Pour plus d'informations, vous pouvez téléphoner du lundi au vendredi de 19 h à 22 h au (93) 329 36 61.

Spezzano Albanese

« Spezzano Albanese », radio libre anarchiste de Calabre, fait appel à votre solidarité. Nos compagnons doivent réunir 20 000 F pour finir de payer l'ancien propriétaire de la radio.

Les dons sont à adresser à : Domenico Liguori, via S. Maria, 87019 Spezzano Albanese (Italie).

PANAMA

Rambo à Banana City

LE droit n'a jamais eu grande valeur pour le gouvernement des Etats-Unis. Quand il voit le mot « traité », il sort son revolver. Aujourd'hui, ce sont les peaux-rouges du Panama qui en font la cruelle expérience. Le traité Carter-Torrijos, signé en 1977, prévoyait que le conseil d'administration du canal de Panama, colonie américaine, passerait sous majorité panaméenne à partir du 1er janvier 1990.

The big stick

Après l'annexion de la Floride prise à l'Espagne, le président Monroe a énoncé en 1823 la politique à suivre par les Etats-Unis en Amérique : plus de nouvelles colonies européennes, les Etats-Unis y veilleront. Tous les gouvernements indépendants sont placés sous haute surveillance, au cas où ils chercheraient un protecteur non américain. Les Etats-Unis commenceront très fort : en 1848, la moitié du territoire mexicain est annexé après une guerre qui se termine par l'entrée des troupes nord-américaines à Mexico.

Au sud du Mexique, les Anglais gênent les Nord-américains en bloquant leur expansion avec des colonies (Bélize, côte Caraïbe du Nicaragua, Guyane, Caraïbes) et des capitaux qui contrôlent un certain nombre d'économies. Le gouvernement grenadien, qui voulait se débarrasser des Anglais, se jette dans les bras du frère américain. Ainsi, en 1846, la Nouvelle-Grenade (1) concède aux Etats-Unis l'exploitation d'une ligne de chemin de fer au Panama pour permettre aux chercheurs d'or de rejoindre la Californie.

En 1856, des soldats nord-américains jouent aux cow-boys sur le marché de Panama City. La foule les prend à partie. Pour les protéger, 160 marines débarquent. Le gouvernement grenadien doit verser de l'or pour leur départ. Pendant ce temps, le flibustier William Walker, soutenu par les planteurs esclavagistes du sud des Etats-Unis, sème la terreur sur la Mosquitia, côte caraïbe du Nicaragua. Cette période de rackett se clôt avec la guerre de Sécession et les guerres indiennes aux Etats-Unis.

Un précieux canal

Le calme revenu aux Etats-Unis, les yankees lorgnent à nouveau sur le Sud et déclarent la guerre à l'Espagne pour récupérer ses colonies. Ils annexent Porto Rico, Guantanamo et Bahia Honda à Cuba et les Philippines (2). Cette guerre les convainc de l'importance d'un canal inter-océanique pour déplacer la flotte. A l'administration directe des territoires sous contrôle, ils préfèrent la mise en place de protectorats. En 1901, le gouvernement cubain reconnaît le droit d'intervention des Etats-Unis « *pour préserver l'indépendance cubaine et pour protéger la vie, la propriété et les libertés individuelles* ».

Tout naturellement, les Etats-Unis demandent à la Nouvelle-Grenade de lui céder le Panama pour cent ans pour y construire un canal. La Nouvelle-Grenade, après avoir cédé des droits à Ferdinand de Lesseps en 1875, s'y refuse, se méfiant désormais des gringos. Ceux-ci organisent une rébellion séparatiste soutenue par la marine US. Panama déclare son indépendance en 1903 et conclut immédiatement un traité avec les Etats-Unis. Ce traité, qui n'est curieusement signé par aucun Panaméen, concède aux Etats-Unis l'usage à perpétuité d'une zone qui coupe le pays en deux. Le canal est ouvert en 1914.

Le dispositif est complété par un traité de paix et d'amitié signé en 1907 avec les pays d'Amérique centrale pour « *la non-reconnaissance des gouvernements issus des révolutions* ». Ces pays sont d'ailleurs économiquement aux mains des multinationales de la banane (3). Leur vie politique devient une succession d'interventions militaires yanquies et de coups d'Etats fomentés par la United Fruit. Au Panama, l'armée US s'installe sur la zone du canal et occupe le pays de 1918 à 1920 et en 1925. Panama devient le centre du dispositif militaire US en Amérique latine: le Southern Command.

En 1964, des émeutes anti-yanquees font 22 morts et 500 blessés. Les relations diplomatiques sont rompues par le Panama. En 1967, pour calmer le jeu, Lyndon Johnson a créé une administration commune du canal avec répartition des bénéfices, et des traités prévoient la rétrocession de la zone US...sans date. En 1968, le général Omar Torrijos prend le pouvoir et proclame... une révolution. Il se déclare anti-yankees et il se concilie les syndicats avec une réforme agraire, un code du travail et d'autres avantages sociaux. L'attention du pays focalise sur le canal. Finalement, un traité est conclu avec Jimmy Carter en 1977 ; il prévoit la dévolution du canal et l'évacuation de la zone par l'armée US en l'an 2000. Le Departement d'Etat signale immédiatement que les Etats-Unis pourront continuer à intervenir militairement après l'an 2000 « *pour maintenir le fonctionnement normal du canal en cas de troubles intérieurs au Panama* ». Torrijos meurt en 1981. Le général Noriega, chef des services secrets depuis 1970 et agent de la CIA, le remplace à la tête des armées en 1983. Le régime civil reste soumis à l'armée malgré les élections périodiques et la liberté d'expression.

Cocaïne, business, control

Les Etats-Unis ne veulent plus se séparer de leur dispositif militaire depuis le triomphe sandiniste et les conflits armés au Salvador et au Guatémala. Aussi, ils proposent au Panama de rendre le canal en 1990, mais d'y laisser 10 000 soldats indéfiniment, alors que le Panama se dit prêt à accueillir les bateaux de toutes les nationalités. Une « croisade civile nationale » est lancée par le colonel Roberto Diaz Herrera, rival de Noriega, avec l'appui des milieux patronaux, financiers et ecclésiastiques à partir de juin 1987. Noriega est accusé de trafic de drogue et de meurtre par un tribunal de Miami. Les Etats-Unis décident le blocus économique du pays en 1988.

L'économie du Panama s'effondre rapidement ; elle est constituée principalement par la banane (multinationales US), par un paradis fiscal (pour les compagnies financières US), par les pavillons de complaisance pour les navires de commerce et par les revenus du canal (zone US). Les Fonds du gouvernement panaméen dans les banques US sont gelés. Les droits sur le canal ne rentrent plus. La situation est d'autant plus catastrophique que la crise économique frappe de plein fouet le pays. L'Etat ne peut plus soutenir le secteur de la construction qui s'écroule en 1988. Le produit intérieur brut chute de 17,6% en 1988 après une augmentation de 2,2% en 1987. Le chomage double entre 1982 et 1988 et s'établit à 16%. Les importations grimpent de manière vertigineuse.

Aux élections de mai 1989, le candidat de la croisade civique, qui promet la levée du blocus, gagne les élections présidentielles. Noriega se fait nommer à sa place par l'assemblée législative. Il décrète la censure sur la presse. Puis, après le coup d'Etat manqué d'octobre 1989, les exécutions commencent. Dans un contexte de grande nervosité, la mort d'un militaire US déclenche une invasion fin décembre 1989 avec 26 000 marines. Des centaines de civils se font liquider. L'armée US a même canardé un camion de journalistes qu'elle avait fait évacuer d'un hôtel, et a tué l'un d'entre eux. Panama City est livrée aux bandes de pillards et est plongée dans un chaos total. Noriega s'est réfugié à l'ambassade du Vatican et il pourrait raconter beaucoup de choses sur les coups tordus de la CIA et sur son ancien directeur devenu Président des Etats-Unis. La naissance d'une guerilla dans les jungles du pays est dangereuse pour les Etat-Unis, car le canal est une cible facile. La politique des Etats-Unis en Amérique latine n'a pas changé depuis le XIXème siècle ; elle est seulement plus violente et plus sophistiquée.

Xavier MERVILLE
(groupe Carlo-Cafiero)

(1) Grosso modo : la Colombie et le Panama actuels.

(2) Porto-Rico et Guantanamo sont toujours des colonies US.

(3) Sauf le Salvador aux mains de l'oligarchie locale du café.

Alexandre Tchoukaïev, représentant du SMOT, est l'invité du groupe de Nantes de la Fédération anarchiste. Il répondra à vos questions concernant l'anarcho-syndicalisme et la situation politico-sociale en URSS.

Notez ce rendez-vous lundi 15 janvier à 20 h 30, Maison des associations, 5 rue de Gigant, Nantes.

Brèves internationales

Le CIRA, important centre d'archives et de documentation anarchiste, change d'adresse et s'installe dans un local plus spacieux que celui occupé jusqu'à présent dans Genève. Depuis le mois de novembre, le CIRA est installé au 24, avenue de Beaumont, CH-1012, Lausanne, Suisse.

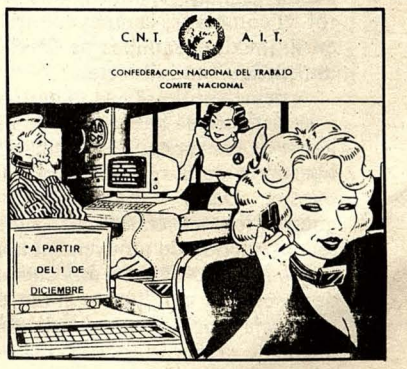
A Groningen, cité de 165 000 personnes du nord de la Hollande, existent de nombreux squatts, malgré la répression. Le WNC est le principal centre social de la ville, situé dans le centre même et dans un local qui était une usine de livres scolastiques. En quatre ans d'existence, le WNC, en plus du fait de se maintenir, s'est transformé en un lieu où se déroulent diverses activités ; en plus d'un bar autogéré, une salle de projection, une salle de concerts, un laboratoire artistique, un centre de documentation, de production et de distribution de disques, K7, manifestes, etc., ont décidé pour élargir la lutte pour la contre-information, de créer une radio anarchiste de dimension locale : radio de Zwarte hemel (Radio Ciel noir). Pour cela, un soutien international est sollicité auprès des radios libertaires, collectifs, revues, etc. Il est aussi demandé qu'on leur envoie communiqués, articles, K7 et la réciprocité sera de règle et observée. La correspondance (de préférence en allemand ou en anglais) doit être adressée à Radio de Zwarte hemel, P-A-O, Boteringestraat 24, 9712 GH Groningen, Hollande.

Les groupes anarchosyndicalistes Valtio Tuhosi Yksilou et Catalunya de Helsinki ont créé une organisation ouvrière libertaire, et combative ; elle publie les livres, feuilles d'informations et d'agitation, de même qu'une revue. Adresse : Valtio Tuhosi Yksilou, PL-21, SF-49700 Miehikkala, Finlande.

(Information traduite de Lletra A *n° 29, de Barcelone).*

La CNT change d'adresse

La CNT-AIT change d'adresse : CNT-AIT, comité national : PZA. TIRSO DE MOLINA, 5-6, 28012 MADRID (APDO. 3240), TELEFS : 2394203/04, FAX : 4681519.



N° 771 JEUDI 4 JANVIER

1969-1989
Giuseppe Pinelli ou le suicide improbable

Le 15 décembre 1969, Giuseppe Pinelli était défenestré du quatrième étage du commissariat de police de Milan. A l'occasion du vingtième anniversaire de l'assassinat de notre compagnon, nous avons demandé à Giorgio Sacchetti, ancien secrétaire de l'Internationale des Fédérations anarchistes, de faire le point sur l'affaire et ses suites.

(Groupe Sacco-Vanzetti - FA)

MILAN, le 12 décembre 1969 : une bombe éclate à la Banque nationale de l'agriculture, place Fontana. Le massacre, qui a causé 16 morts et 90 blessés, secoue le pays. La police assure que les coupables seront bientôt arrêtés, que les recherches seront menées dans toute les directions. Mais, en attendant, sont interpellés, interrogés et perquisitionnés 588 militants de la gauche extra-parlementaire et 12 fascistes (relâchés les premiers). Le commissaire Luigi Calabresi, le même jour, implique comme responsables de l'attentat les adhérents de la gauche révolutionnaire. Aux anarchistes arrêtés, Pinelli et Ardau, il demande avec insistance des informations ou des révélations sur leur compagnon Pietro Valpreda. « *Ceci n'est pas l'œuvre des fascistes, on reconnaît une certaine conception anarchiste* », déclare-t-il.

14 décembre. Le retraité Mario Magni, convoqué au commissariat, confirme l'alibi de Pinelli qui, l'après-midi du vendredi 12, jouait aux cartes avec lui et d'autres dans un café.

15 décembre. Funérailles des victimes de la place Fontana. L'anarchiste Valpreda est arrêté et accusé du massacre ; il est immédiatement transféré à Rome. Au commissariat milanais, vers minuit, Pinelli tombe de la fenêtre du bureau du commissaire Calabresi, situé au 4e étage ; il meurt peu après à l'hôpital Fatebenefratelli.

16 décembre. A 2 heures du matin, une conférence de presse a lieu au commissariat. Le commissaire Marcello Guida déclare : « *Il (Pinelli) s'est vu perdu, ce fut un geste désespéré* ». Le commissaire Calabresi ajoute : « *Il s'est trouvé comme acculé, alors il a craqué psychologiquement* ».

18 décembre. La responsabilité des fascistes et des services secrets commence à se dessiner. Lotta continua et les anarchistes accusent Calabresi d'avoir tué Pinelli. Ainsi débute une longue campagne qui implquera l'opinion publique démocratique, pour établir la vérité : Valpreda est innocent, le massacre est l'œuvre de l'Etat, Pinelli a été assassiné.

Un assassinat politique

Peut-être, s'il n'avait pas eu la malchance de rencontrer un commissaire Calabresi, Pino Pinelli serait encore parmi nous. Il naquit dans les quartiers populaires de Milan en 1928, en pleine période fasciste. Après avoir fréquenté l'école primaire, il dut travailler très tôt, et combla ses lacunes culturelles en lisant des centaines de livres en authentique autodidacte.

A peine âgé de 18 ans, il participe à la lutte armée antifasciste comme agent de liaison dans les formations libertaires de la résistance en Lombardie. Dans l'immédiat après-guerre, tout en étant actif dans la reconstruction du mouvement anarchiste à Milan, il entre aux chemins de fer comme conducteur et rencontre Lucia Rognini qui sera la compagne de sa vie. D'abord proche du groupe rédactionnel du journal *Il Libertario* de Mario Mantovani, il adhère en 1963 à la Gioventu libertaria et, peu après, sera parmi les fondateurs du cercle culturel Sacco-Vanzetti. En 1968, dans un climat rénové par les ferments politiques et sociaux, il est à l'initiative d'une série de réunions, assemblées et conférences au nouveau Cercle du point de la Ghisolda. Y participent des étudiants, mais aussi des ouvriers des premiers CUB (Comités unitaires de base), expérience inédite du syndicalisme d'action directe. Pinelli est aussi parmi les partisans de la reconstruction de l'USI (syndicat anarcho-syndicaliste italien) et, en outre, s'implique dans la Croix noire anarchiste afin d'aider les compagnons détenus.

Le soir du 12 décembre 1969, quand il est convoqué au commissariat pour un interrogatoire, Pino précède en moto la voiture de la police comme il l'a déjà fait bien d'autres fois. Ce sera la dernière ! Le premier qui tente de porter secours à l'anarchiste milanais tombé du quatrième étage est Aldo Palumbo, journaliste de *l'Unita,* qui traversait la cour du commissariat. De suite, il le reconnaît, appelle du secours et avertit les autres journalistes restés dans la salle de presse.

Le matin suivant, tous les quotidiens titrent sur le « *suicide* ». Mais les faits, dès le début, ne sont pas clairs. Une ambulance aurait été appelée avant que Pinelli tombe par la fenêtre. Les « bizarreries » se succèdent. Le journaliste Palumbo, témoin possible, est menacé et intimidé. La chute du corps apparaît étrange pour un suicide, sans élan et comme glissant le long de la façade. La police fournit des versions contradictoires sur le déroulement des faits et sur le mobile. Pasquale Valitutti, une des personnes arrêtées et présente au commissariat au moment des faits, témoigne : « *... J'ai entendu des bruits supects, comme ceux d'une bagarre, et j'ai pensé que Pinelli était encore là et qu'on le frappait. Un moment après, ce fut le changement du planton de garde. Peu après, j'ai entendu comme des chaises renversées et j'ai vu des gens courir vers la sortie, en criant : " Il s'est jeté ".*

A l'hôpital, les médecins de service relèvent avec stupeur l'absence de lésions externes : Pinelli ne perd pas de sang, ni du nez ni des oreilles, comme c'est logique dans ces cas-là. L'autopsie mettra en évidence une lésion au niveau du cou, similaire à celle provoquée par un coup de karaté. Le travail des médecins dans la salle de réanimation fut constamment « contrôlé » par un policier en civil qui voulut avec insistance assister aux derniers instants de l'anarchiste. En mai 1970, la magistrature concluera par un verdict sibyllin de « *mort accidentelle* » qui, de toute façon, ne signifie pas nécessairement suicide.

Il ne faut pas oublier

Vingt ans après, nous combattons toujours les mensonges de l'Etat. Entre temps (en 1972), le commissaire Calabresi a été tué, « sacrifié » de façon obscure et mystérieuse. Actuellement, on cherche à revenir sur des vérités désormais acquises dans la conscience d'une bonne partie des gens. Symboliquement, la tentative du maire socialiste de Milan pour enlever de la place Fontana la plaque dédiée à Giuseppe Pinelli va en ce sens. On tente, en outre, de redonner une virginité et une improbable « image humaine » au défunt commissaire, responsable direct de l'assassinat de notre compagnon. Au point qu'un syndicat de police cherche vainement pour le moment à substituer à la plaque en mémoire de Pinelli une pour Calabresi.

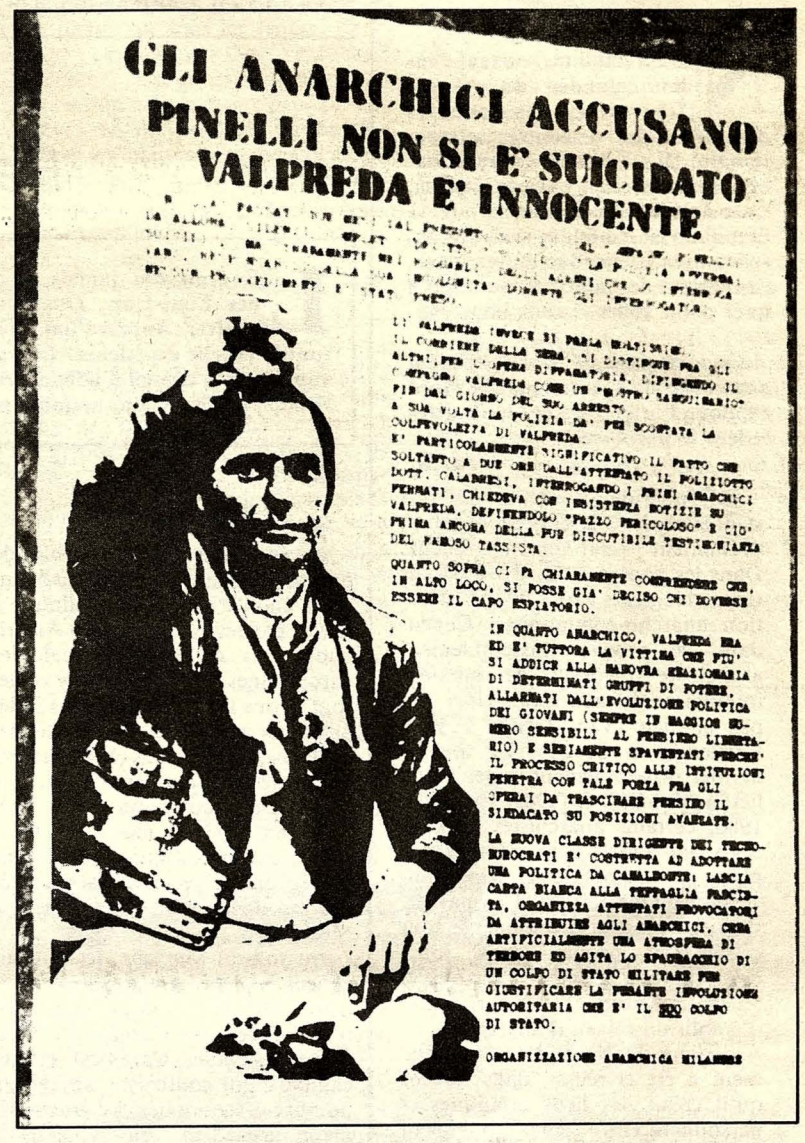
En 1969, le terrorisme d'Etat eut à sa disposition toutes les forces réactionnaires présentes en Italie (réseaux fascistes, associations néonazies, fonctionnaires corrompus, etc., forces soutenues économiquement et politiquement par les gouvernements grec et espagnol, à l'époque des dictatures fascistes. Cette structure résista bien à la première faillite réactionnaire et au scandale suscité par le massacre d'Etat et l'assassinat de Pinelli, par les machinations policières contre les anarchistes. Tous ceux qui furent complices des terroristes demeurent fermement à leur poste et se trouvent toujours dans les divers organismes du pouvoir.

Plus récemment, on cherche à faire payer cher le grand espoir des années 60-70. Des procédures judiciaires sont actuellement en cours contre d'anciens dirigeants de Lotta continua, accusés suite aux révélations d'un « repenti » de l'assassinat du commissaire Calabresi. On veut ainsi réduire un ample et profond mouvement de rébellion sociale et de contestation en une série d'actes criminels. On tente de gommer les raisons, d'annuler les motivations éthiques de la révolte de la jeunesse, ouvrière et intellectuelle.

Il s'agit d'effacer la pensée sociale en réinterprétant le passé, en opérant de radicales révisions. Criminaliser les comportements antagonistes de ces vingt dernières années constitue un sérieux avertissement pour aujourd'hui : les revendications syndicales, les protestations de la population contre les productions de mort, les possibles contestations de jeunes, doivent rester dans la sphère institutionnelle. Il ne doit pas y avoir d'espace pour l'action directe, collective et de masse ; aucun espace ne doit être concédé aux expériences autogestionnaires. L'assassinat du commissaire Calabresi a été utilisé pour favoriser le classement du meurtre de Pinelli et pour redorer le blason de l'Etat gravement compromis. La vérité sur le massacre d'Etat de la place Fontana, sur les anarchistes, sur Pinelli, sur la responsabilité du commissaire Calabresi et des autres composantes politiques a été écrite depuis longtemps, en caractère indélébiles, dans la conscience de ceux qui n'ont pas abdiqué face aux sirènes du pouvoir. Et c'est à cette conscience que le pouvoir devra rendre des comptes.

A vingt ans de distance, trois faits restent inchangés : le massacre c'est l'Etat, Valpreda est innocent, Pinelli a été assassiné.

Giorgio SACCHETTI



A propos des attentats « anarchistes » d'Italie

(...) Que sait-on exactement aujourd'hui ? On sait qu'il y eut quatorze morts à Milan à la suite de l'explosion d'une bombe. Et là s'arrêtent nos certitudes.

Comment ne pas être indigné par la légèreté — pour ne pas dire plus — avec laquelle on a rendu le mouvement anarchiste responsable d'un crime dont rien ne permet de dire qu'il est son fait ? L'épithète « anarchiste » est aujourd'hui attribué, comme le furent hier celles de « communiste » ou de « résistant » à tous ceux dont on veut se débarrasser ou qu'il est commode d'accabler. A l'heure actuelle, on a arrêté un anarchiste authentique, mais qui nie. Quant au complot anarchiste — international, cela fait plus corsé — on en est à user et à abuser des conditionnels hypothétiques. Mais on a réussi : pour le grand public, qui se soucie peu d'exégèse, les anarchistes sont bien les tueurs de Milan et l'Internationale anarchiste a bien organisé le complot. Or cette Internationale anarchiste, la seule que je connaisse, celle des Fédérations anarchistes, existe bien, qui fut créée à Carrare au cours de l'été 1968, et les polices la connaissent aussi bien que moi et, aussi bien que moi savent qu'elle n'est pas dans le coup puisqu'elles n'ont rien articulé à son encontre. Alors ? Alors il est inadmissible d'accuser un mouvement et des hommes lorsqu'on ne dispose pas même d'un commencement de preuve. Peut-être un Van der Lubbe anarchiste (1) se trouvera-t-il mêlé, de gré ou de force, à cette affaire, mais nous n'en sommes même pas là... On s'est vraiment montré un peu pressé de lancer des accusations. Avait-on des raisons pour cela ?

Les partis « ouvriers », en Italie et ailleurs, auraient été bien inspirés, je crois, en soulignant le caractère assez louche de l'histoire. Au nom de la morale, bien sûr. Plus prosaïquement dans leur propre intérêt, car ils ne devraient pas oublier que les lois scélérates votées en France au lendemain des attentats de 1892-1894 — revendiqués par les anarchistes, ceux-là — ont servi pendant des dizaines d'années à poursuivre les anarchistes... mais aussi leurs frères ennemis (2).

Jean MAITRON

(1) Militant communiste hollandais accusé de l'incendie provoqué par les nazis du Reichstag (Parlement allemand) en 1933.

(2) Extrait d'un article paru dans le Monde libertaire *n° 158, février 1970.*

N° 771 JEUDI 4 JANVIER

NOTES DE LECTURE

« Les pénétrations des idées d'extrême droite dans la société française »

L'EXTREME-DROITE en France, ce n'est pas seulement les scores électoraux du Front national, les gaffes de son leader ou les agressions, si dangereuses soient-elles, des bandes de skin-heads. Pour lutter contre son ascension, il faut d'abord la connaître. Des militants des revues *Réflexes, Article 31...*, des groupes, depuis quelques années, se sont attelés à cette tâche ; la brochure des camarades de Perpignan (1) tombant à point pour rassembler en une vue d'ensemble diverses informations.

Le point de vue adopté par l'auteur prend le contrepied de la classe politique qui tend à présenter Le Pen comme un paria et resitue bien l'extrême droite — et pas seulement Le Pen — au sein de la droite, tant du point de vue d'une certaine continuité historique qu'idéologique.

Le cadre établi, l'auteur entreprend une description du réseau qu'a pu tisser l'extrême droite dans pratiquement toutes les sphères de la société : presse, sport, religion, université, politique, administratif, culturel, social, économique, armée, monde du travail... Une toile d'araignée tissée patiemment, qui revêt de multiples formes : cercles, associations, partis, syndicats, clubs de supporters...

Dès lors, la réponse envisagée tient compte de ce constat : seul un réinvestissement dans le tissu social et associatif de tous ceux qui souhaitent lutter contre l'extrême droite autrement qu'en glissant un bulletin dans l'urne, et donc les anarchistes en particulier, peut contrer réellement l'extrême droite.

Une bonne brochure-outil donc, et un appel au travail, tant pratique que de réflexions.

Lee Gordon

(1) Les pénétrations de l'extrême droite dans la société française, *éditions du CES Perpignan. 30 F. En vente à la librairie du* Monde libertaire.

NOTES DE LECTURE

« Manuel du savoir-vivre sans usage »

Editions l'Anomie (1)

DISONS-LE tout net ! Cette petite brochure m'a bien plu. Pensez, à l'heure où la pensée politique et la pensée tout court s'ébrouent bruyamment dans une médiocrité lisse, molle et plate, elle ose s'obstiner à vouloir creuser au cordeau un sillon de cohérence dans le lopin aujourd'hui presque aride de la radicalité. Ça ne s'invente pas !

Est-il besoin de le préciser, dans ce genre d'exercice, on échappe rarement aux défauts de ses qualités, et c'est vrai qu'on regrette qu'elle ne soit pas plus aérée, plus dépouillée, moins bavarde... et qu'avec le papier on ne nous fournisse pas le crayon. Mais cela étant, quel punch ! Quelle santé ! Quel monument théorico-pratico-didactique ! Quelle rage dans la conjugaison de ce qui devrait être une évidence, à savoir qu'il n'est d'autogestion que par l'autogestion et que le plomb ne donnera jamais de l'or !

On l'aura donc compris, ce petit perce-neige qui taraude avec malice le grand manteau blanc de l'hiver consensuel a la beauté fragile de toutes les révoltes et de tous les espoirs. En ce sens et contrairement à ce qu'aurait affirmé notre « confrère » *l'Humanité,* ce manuel de savoir-vivre qui est véritablement à la portée de tous (2), n'en est pas pour autant — loin s'en faut — sans véritable portée : mieux, et *« que la gravité des temps excuse la gravité du ton..., son importance ne devrait échapper à personne, car personne avec le temps n'échappera à ses conclusions »* (3).

Jean-Marc RAYNAUD

(1) L'anomie : 3, chemin du Moulin, 92230 Issy-les-Moulineaux.

(2) Ce manuel, qui est un supplément à la Vie quotidienne, *ne peut être vendu. Vous pouvez vous le procurer à la Librairie du Monde libertaire.*

(3) Traité de savoir-vivre, *par Raoul Vaneigem, éditions Gallimard.*

« L'Empreinte »

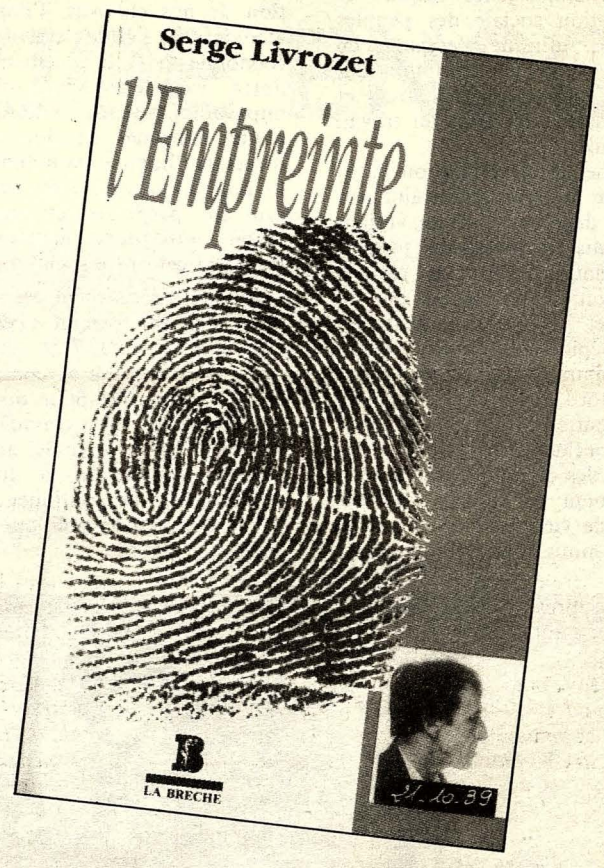
de Serge Livrozet
éditions La Brèche

CE livre ne comporte pas de conclusion, car il a été rédigé avant le procès à l'issue duquel Serge Livrozet a bénéficié d'un acquittement. Mais la conclusion, il convient peut-être de la chercher ailleurs que dans cette décision de justice.

Comment un homme peut-il être arrêté un beau matin, puis incarcéré, sans qu'aucune preuve sérieuse ne vienne corroborer les soupçons qui pèsent sur lui ?... Voici ce que Serge Livrozet tente d'expliquer dans son livre : « L'Empreinte », en insistant sur le fait que les décisions iniques des magistrats peuvent frapper n'importe qui, et que les anciens prisonniers, surtout lorsqu'ils n'ont jamais accepté de se taire, sont des proies faciles pour des policiers ou des juges qui n'ont pas d'autre « coupable » à se mettre sous la main.

Les 13, 14 et 15 novembre derniers, Serge Livrozet a donc été acquitté par la cour d'Assises de Paris. Cette décision n'était pas gagnée d'avance. L'écrivain a dû batailler pour faire comprendre qu'il n'était pas impliqué dans cette affaire de faux billets imprimés au siège des *Lettres libres,* maison d'éditions dont il était le gérant.

obtenu sa réhabilitation, après une enquête de police qui a duré deux années et qui a conclu à son « honorabilité », que ses condamnations antérieures soient effacées... Qu'importe ! Le coupable est là, et les instances judiciaires vont retenir tout ce qui peut le desservir, négligeant ce qui accrédite son innocence, comme on le verra lors du procès. Le prévenu est



Jusqu'à preuve de sa culpabilité, tout prévenu est déclaré innocent, stipule la loi. Pourtant, l'auteur de *L'Empreinte* (cette empreinte, l'origine sociale, dont on ne peut se défaire) a été déclaré coupable d'office, coupable car responsable, par le passé, de délits qui lui ont valu plusieurs années d'emprisonnement. Et coupable aussi de ce nom, si lourd à porter, le nom d'un homme qui n'a pas hésité à s'élever contre le système carcéral, affirmant que l'injustice qui règne dans cette société incite des individus à commettre des actes délictueux. On ne naît pas délinquant, répète-t-il, on le devient.

Ces propos lui seront reprochés. Pas directement, non, car en France est censée exister une liberté d'expression. Mais Serge Livrozet est depuis longtemps dans le colimateur de la police et de la justice. Lorsque la Brigade de répression du banditisme arrête Bernard Chatron et Pierre Ciron en août 1986, elle procède peu après à l'arrestation de Serge Livrozet. Et ce dernier est présenté par la presse (selon les indications des policiers), comme le « cerveau » du gang !... Un ancien délinquant, un anarchiste !... Et qu'importe que l'écrivain ait donc déclaré coupable, tant qu'il n'a pas fourni la preuve incontestable de son innocence.

Ce principe, dont les magistrats usent quand bon leur semble, est extrêmement dangereux. Il suppose, pour plagier le docteur Knock de Jules Romains, qu'il n'y a pas d'innocents mais des coupables qui s'ignorent ! La voici donc, la conclusion du dernier livre de Serge Livrozet, qui a tout de même purgé neuf mois de prison en préventive avant d'être acquitté : la justice n'est pas une institution impartiale. Elle prolonge le pouvoir en place, elle assure la légitimité de l'Etat. Et lorsque ce pouvoir repose sur des inégalités (pléonasme d'ailleurs), lorsque des individus jouissent de multiples biens et avantages, tandis que d'autres se trouvent démunis de tout, il n'est pas étonnant que la justice sanctionne par avance des personnages comme Serge Livrozet. Penser et s'exprimer librement est un « crime » qui a toujours été combattu.

Dans *l'Empreinte,* au travers de son cas particulier, Serge Livrozet démonte le mécanisme judiciaire. La lecture de ce livre ne peut qu'inspirer un profond malaise, et c'est là où réside tout son intérêt.

Thierry MARICOURT

NOTES DE LECTURE

« Quartier du globe »

de Didier Daeninckx

FRANÇOIS Bon, qui signe la postface du dernier ouvrage de Didier Daeninckx : *Quartier du globe,* utilise le terme de « diapositive » pour désigner les nouvelles réunies ici. Ce sont des « diapositives », en effet, que Didier Daeninckx présente dans ce petit volume d'une très belle présentation.

L'auteur est un témoin : témoin de son temps, bien sûr, mais aussi témoin de l'accusation, car, pour un écrivain, il est parfois nécessaire de sortir de sa sacro-sainte réserve et d'accuser. Mais Didier Daeninckx ne se lance pas dans un réquisitoire à l'encontre des uns ou des autres. Il témoigne, simplement, et laisse au lecteur le soin de porter un jugement.

Quartier du globe rassemble trois brèves histoires. La première, qui donne son titre à l'ouvrage, se passe à Stains, dans ce quartier où se trouve maintenant implanté un hypermarché qui attire la clientèle des communes environnantes. Subsistent encore quelques maisons en meulière, à l'architecture anarchique, d'un mauvais goût typique des banlieues ouvrières selon certains urbanistes... C'est l'une de ces maisons que Didier Daeninckx décrit, en esquissant le portrait de ses habitants. *« Je n'ai pas d'autre maison »,* avoue-t-il. Le tableau est réaliste. Une partie de la famille de l'auteur n'est-elle pas originaire de cette ville située au nord de Paris ?

Didier Daeninckx est né dans cette banlieue, souvent qualifiée de triste, de sombre, voire de sordide, mais qui, par une juxtaposition de cultures, par une solidarité attestée chaque jour, se révèle finalement attachante. Des HLM ont remplacé les maisons en meulière, des enfants crépus et basanés courent dans les rues ; on parle turc ou arabe, au détriment du breton ou du « ch'timi », largement employés autrefois, là où depuis longtemps affluent tous les exilés du monde. Hier ou aujourd'hui, les habitudes se ressemblent pourtant. On naît toujours ouvrier, et les usines, qui se profilent aux portes des cités, rythment toujours la vie, comme à l'Ile-Saint-Denis, où se déroule la seconde nouvelle.

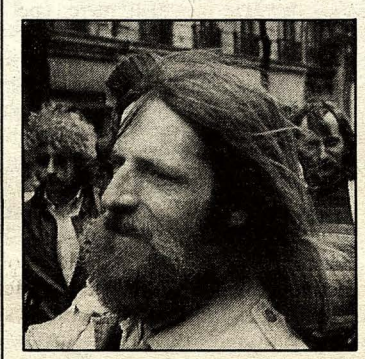
L'atmosphère de la dernière nouvelle est identique, bien que l'auteur nous transporte jusque sur une plage des environs de Fécamp. Mais la côte normande n'a-t-elle pas souvent été la banlieue maritime de la capitale ?

François Bon, qui a publié plusieurs romans prenant également pour cadre la banlieue (lire, par exemple, *Décor ciment*, récemment paru aux éditions de Minuit) signe donc la postface de ce court volume. Il s'est rendu dans la pièce même où travaille Didier Daeninckx. Car ce dernier s'est ménagé un lieu, en dehors de son appartement, pour se plonger dans ses ouvrages. Cette pièce presque nue offre peu de singularités, mais dévoile peut-être, de ce fait, les raisons pour lesquelles l'écriture de Daeninckx est de plus en plus « dépouillée », de plus en plus sobre, mais aussi de plus en plus précise et incisive. Qu'on ne s'y trompe pas : petit, de par son format, *Quartier du globe* est néanmoins un grand livre, qui contentera tous ceux qui se désolent de voir la banlieue habituellement malmenée par des auteurs calfeutrés dans leurs luxueuses résidences du seizième arrondissement de Paris ou dans une autre banlieue, huppée cette fois-ci, du côté de Versailles !...

Thierry MARICOURT

Chansons

• **LOUIS CAPART** en concert salle Gavroche, samedi 13 janvier 1990 à 21 h, au prix de 55 F, à la Licorne (35, rue des Barentins) à Bezons (95), tél. 39.61.95.48. Courez-y !



• **MARIE-JOSÉE VILAR** chantera au Comptoir de l'Arc, les vendredi 12 et samedi 13 janvier 90 à 22 h, 3, rue du Docteur-Calmette, 92110 Clichy, tél. 42.70.03.18. Réservez vos soirées !

• **ANNKRIST** « une grande dame de la chanson... » sera sur scène le dimanche 28 janvier à 17 h, au Café de la Danse (5, passage Louis-Philippe, Paris-5e, métro : Bastille, tél. : 43.57.05.35). Prix des places : 100 F (80 F pour celles et ceux qui ont la carte de Radio-Libertaire). A ne pas manquer !

N° 771 JEUDI 4 JANVIER

Campagne internationale pour l'autodécouverte de notre Amérique

A l'approche des cinq cents ans de la pseudo-« découverte » et conquête de l'Amérique, les gouvernements, les églises, les institutions, les moyens de communication, les agences de publicité, les organisations patronales, les technocrates et intellectuels conservateurs ont lancé une série d'initiatives pour « *célébrer* » ce qu'ils ont appelé la « *Rencontre entre deux mondes* ».

Le 12 octobre 1492, ce n'est pas une telle « *rencontre* » qui eut lieu, mais une invasion militaire, politique et culturelle de l'Europe, en particulier de l'Etat espagnol, sur notre continent, qui nous soumit à un génocide brutal et brisa violemment le développement politique, économique, culturel et spirituel de nos ancêtres. Ainsi, ce qui aurait pu être un échange fructueux entre cultures, aboutit à l'imposition de la culture des conquistadores par la force des armes et l'évangélisation ; à un ordre social injuste et discriminatoire, empoisonné par le racisme.

Au nom de la supériorité supposée de la civilisation européenne, les envahisseurs cherchèrent à détruire toutes les réussites scientifiques et techniques, les expressions culturelles et artistiques, les langues et l'organisation sociale des peuples originaires, afin de s'emparer de tout à travers l'expropriation des terres, le pillage des ressources et l'appropriation du fruit du travail des conquis.

Le signe de la civilisation européenne sur les terres américaines fut la mort, dans ses diverses variantes : depuis les massacres jusqu'à l'extermination physique par la surexploitation, en passant par les tortures et l'exportation de maladies et d'épidémies. Dans certaines régions comme à Cuba et en Amérique du Nord, on en arriva même à l'extermination totale. Sur l'ensemble du continent, cet ethnocide et génocide des communautés indiennes se solda par quatre-vingt-dix millions de victimes : un des pires crimes commis contre l'humanité !

Signe de mort culturelle et spirituelle aussi, la « *conversion* » forcée conduite par l'église chrétienne signifia la destruction de la culture spirituelle des communautés indigènes. A travers cette conquête idéologique, on a cherché à leur imposer la division, la soumission et le mépris d'elles-mêmes.

La « *découverte* » marqua également l'enchaînement séculaire de l'Amérique latine aux intérêts des grandes puissances européennes d'alors, et aux Etats-Unis à présent. En effet, la conquête et le colonialisme avaient leurs racines dans les besoins d'expansion du capitalisme mondial naissant, durant sa phase mercantile. En tant que tel, le développement du capitalisme a conditionné le drame de pauvreté, de misère et de sous-développement dans lequel se débattent nos peuples, à travers de nouvelles formes de domination et d'exploitation, dont la version actuelle est l'impérialisme.

C'est pourquoi la brutalité de la conquête n'est pas une chose du passé. Elle reste une douloureuse réalité dans le présent. Le pillage de nos ressources naturelles, la destruction de notre habitat, la violation de nos cultures, l'imposition idéologique, l'étranglement de nos économies avec le paiement d'une dette extérieure immorale et impayable, le génocide des communautés indigènes, les violations des droits de l'homme, la militarisation de nos campagnes, le racisme, etc., ont été perpétués et reproduits jusqu'à nos jours par ceux à qui profitent cet ordre social injuste.

Ce sont précisément ces secteurs qui veulent maintenant « *célébrer* » avec bruit le cinquième centenaire de la « *découverte* », comme une nouvelle tentative pour dissimuler la colonisation et la conquête d'un continent par la force des armes, et par sa soumission à tous les niveaux, afin de continuer à justifier la domination politique de nos peuples et nations.

Pour cela, ils ont déclenché une croisade qui est une véritable apologie de la guerre et des conquêtes, de l'exploitation et de la domination des peuples, de l'ethnocide et du génocide, et des barbaries du colonialisme et de l'impérialisme. Tout cela, avec la caution des inquisiteurs nouveau style qui parlent de « *terre de missions* » pour s'attaquer à ceux qui ont opté pour la libération à partir de la foi.

Il est alors naturel que nous, les principales victimes de ces violations et de la spoliation de notre terre mère, nous élevions notre voix pour refuser de telles « *célébrations* » et pour faire du Cinquième centenaire le début de l'autodécouverte de notre Amérique et de l'affermissement de l'unité de tous les opprimés. Pour cette raison, nous avons décidé de lancer une campagne continentale dont la plate-forme a été officiellement présentée lors de la Rencontre latino-américaine des organisations paysannes-indigènes qui a eu lieu dans la ville de Bogota du 7 au 12 octobre 1989.

Que recherchons-nous avec cette campagne ?

En premier lieu, nous voulons avoir une réflexion collective sur ce qui a été fait par l'Europe sur notre continent et sur l'impact que ceci a eu sur nos peuples. L'histoire officielle de la conquête a été présentée à partir du point de vue colonialiste, qui prétend faire des conquistadores des héros. C'est une histoire qui nous conduit à nous voir avec les yeux des maîtres et qui, par là même, nous ignore et fait que nos peuples s'ignorent les uns les autres.

De plus, à travers cette réflexion, nous cherchons à récupérer notre mémoire historique en tant que base pour affirmer notre identité. Nous cherchons à recueillir le meilleur de nos traditions, de nos valeurs culturelles et de nos formes de vie communautaire, qui s'appuient sur la solidarité entre les hommes et l'harmonie avec la nature. Nous cherchons à recueillir la mémoire de nos héros et martyrs qui ont fait preuve de luttes héroïques au cours de ces cinq cents ans de résistance. Nos ancêtres n'ont pas supporté passivement l'anéantissement. Devant les premiers signes de violation, la résistance s'étendit dans toute l'Amérique, parfois de manière guerrière, parfois avec des mécanismes de défense passive et d'auto-affirmation de leur culture.

Par ailleurs, encouragés par cet esprit de résistance et la juste rebellion que nous avons hérités de génération en génération jusqu'à nos jours, nous voulons susciter un vaste mouvement populaire d'autodécouverte de notre Amérique qui nous tourne vers le futur pour conquérir une véritable indépendance.

Le sort de nos peuples n'a pas changé avec la fin du régime colonial et la naissance des Etats nationaux ; avec lesquels, du reste, a été scellée la fragmentation politique de notre continent. Sous des formes différentes, le système capitaliste resta en vigueur ; système qui donna naissance au colonialisme, et qui, pour s'imposer et s'agrandir, a besoin de se nourrir de l'exploitation de l'homme par l'homme, du pillage de la nature, du génocide et du racisme.

D'autre part, pour accomplir cette grande tâche historique, nous nous proposons de construire des alternatives pluralistes et démocratiques à la situation d'oppression et d'exploitation que nous subissons, sur la base des formes d'organisation communautaire que nous ont léguées nos ancêtres. Nous ne sommes pas contre la rencontre historique entre cultures, dans un sentiment de respect mutuel et d'égalité ; mais nous sommes contre l'imposition d'une culture sur une autre, avec l'appui du pouvoir économique et militaire. Nous croyons en un monde divers de paix et de coopération, où existe l'harmonie entre les hommes et entre les hommes et la nature.

Nous voulons également que nous, qui avons été les principales victimes de ce viol historique, indigènes et paysans, devenions les acteurs de notre propre destin.

Au long de ces cinq cents ans, les classes dominantes ont cherché par tous les moyens à semer la méfiance vis-à-vis de nos capacités entre nous-mêmes, pour nous maintenir soumis et passifs. Le moment de rompre le silence est venu. De cette mesure, nous avons besoin de créer et de consolider nos processus d'organisation, de rendre la conscientisation plus puissante avec la participation de nos bases, et de dynamiser les efforts de coordination qui se font à travers l'Amérique. Durant cinq siècles, ils ont parlé pour nous, aujourd'hui nous voulons commencer à parler avec notre propre voix.

Enfin, conscients du fait que, pour soutenir et donner vie à ce mouvement, nous avons besoin de réaliser l'unité la plus large avec tous les secteurs populaires, nous voulons faire de cette campagne un espace de rencontres et de convergences, d'unité dans la diversité. Pendant cinq cents ans, les classes dominantes ont aussi semé la haine entre frères, nous imposant à un ordre social raciste, ont cherché par tous les moyens à nous diviser, nous isoler, et nous affronter les uns les autres. La période actuelle est propice à cela : seuls l'impact de la crise, la dispersion, le « sauve qui peut », l'individualisme et l'égoïsme, encouragés à partir des sphères du pouvoir, rongent voracement nos communautés et tous les secteurs populaires en général. La fragmentation veut gagner du terrain sur la solidarité.

Face à cela, notre campagne veut être un axe articulant demandes et propositions venant du camp populaire. Une rencontre avec nous-mêmes, avec nos racines porteuses d'un sentiment communautaire et solidaire, d'espérance et de vie, ne peut que constituer une réponse de l'histoire aux défis du présent.

Organisations impliquées, entre autres :
ANUC (Colombie), ECUARUNARI (Equateur), CONA IE (Equateur), CNA (Pérou), CSUT CB(Bolivie), MST (Brésil), CCP (Pérou), FENOC (Equateur), ONIC (Colombie), FENSUAGROCUT (Colombie).

Traduit de : *Encuentro Latinoamericano de organizaciones campesino-indigena - Campaña auto-descubrimiento de nuestra america - Boletin informativo* » n° 2 - mai 1989 (Colombie).

Souscriptions pour Radio-Libertaire

Nous remercions les amis auditeurs de leur soutien à Radio-Libertaire. Votre aide nous est précieuse pour poursuivre la grande tâche qui est la nôtre sur les ondes FM. Le combat continue, la souscription aussi.

Le secrétariat R.L.

D.N. 1 dollar US, G.C. 100 F, Utan Esperanto 200 F, Libre Pensée Paris 1 000 F, S.L. 100 F, G.H. 50 F, F. 100 F, L. 100 F, N. 100 F, B. 100 F, D.D. 200 F, G.L. 300 F, F.L. 100 F, J.M.C. 50 F, S.C. (journaliste) 100 F, J. le B. 100 F, Stelo Esperanto 100 F, R.V. 100 F, J.J. 200 F, G.A. 200 F, P.B. 30 F, J.-P. B. 200 F.

Sommaire

- **PAGE 2, Infos des groupes FA.**
- **PAGES 3 et 4, Dans le monde : Roumanie, Editorial, Rencontres à Amsterdam.**
- **PAGE 5, Les luttes : Bilan des grèves NMPP, Ça chauffe à la BNP...**
- **PAGE 6, Société : La loi hospitalière de M. Evin, Antinucléaires, E. Leclerc sévit en Bretagne, Interpol.**
- **PAGE 7, Social : Soisson et son plan emploi, Les paysans se rebiffent, L'affaire Schenkel.**
- **PAGE 8, Dans le monde : Objection de conscience en Espagne, Les Jeux de 92.**
- **PAGE 9, Infos internationales : Brèves internationales, Panama.**
- **PAGE 10, Archives : L'affaire Pinelli.**
- **PAGE 11, Expressions : Notes de lecture, spectacles.**
- **PAGE 12, Dans le Monde : l'Amérique.**